

**SPECIAL : ANCIENS D'ALGERIE**

(pages 5, 6, 7 et 8)

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 226. — 6 FEVRIER 1965

6 ANS APRÈS ...

*Cuba  
Socialiste*



● UN REPORTAGE EXCLUSIF DE HARRIS PUISAIS

● AUJOURD'HUI : LETTRE A FIDEL CASTRO (p.-12)



## Courrier des lecteurs

Nous avons reçu de notre camarade l'article suivant sur « Le P.S.U. en tant que société de pensée à vocation politique ». Nous le livrons à la discussion de nos lecteurs. — (T.S.)

« Les élections ont au moins le mérite de nous montrer que le socialisme est impossible suivant les méthodes traditionnelles, puisque les partis, eux aussi traditionnels, nous prouvent par leur comportement que nous sommes bien les seuls partisans du socialisme.

« Vouloir aller dans le sens du socialisme sans les partis de gauche c'est un suicide politique, vouloir y aller avec eux c'est encore un suicide politique. D'une façon comme d'une autre, l'opinion publique ne comprendrait pas et ne suivrait pas. Il faut donc lui offrir une troisième voie, celle d'un choix clair, possible et actuel.

« Il faut repenser notre action et définir une nouvelle manière d'être. C'est dans cette nouvelle perspective qu'il importe de proclamer que le problème du socialisme ne se ramène pas au simple jeu des élections..., qu'il importe d'expliquer l'immense transformateur que cela suppose : le courant qu'il faut pour l'imposer, les cadres à former, ceux à convertir, à reconverter, et, enfin, souligner la nécessité que ce même courant de pensée devra ensuite être assez fort pour pousser ces cadres et ces responsables; n'est-ce pas ce que nous appelons au P.S.U. le point de non-retour ?

« Quand nous serons allés au cœur du problème par un travail d'analyse, nous nous apercevrons que le socialisme n'est possible, dans un premier temps, qu'en pensée, dans la pensée, dans les esprits; que c'est en marge de la vie politique officielle que nous devons d'abord l'élaborer; c'est par une action détachée des préoccupations immédiates que nous pourrions librement atteindre le point de déconditionnement où les esprits condamneront et renieront le capitalisme, ne conservant momentanément que son organisation et ses structures jusqu'à ce que les convictions intérieures soient suffisamment nombreuses pour que légalement le socialisme prenne la relève du capitalisme, mais cette fois aussi complètement que possible.

« Cette méthode aurait l'avantage de ramener notre action à de plus justes proportions, c'est-à-dire à la mesure de nos moyens, et ces moyens ne seraient plus gênés par notre excessive ambition de vouloir imposer un peu de socialisme dans un monde qui nous est hostile, un monde où toute la population est conditionnée par le capitalisme et acquise à ses valeurs, puisque chacun n'est mû que par son intérêt personnel.

« Le courant de pensée et de

conviction, cette solidarité, cette volonté populaire que nous créons remplacent la représentation politique traditionnelle, car, cela acquis, nous agissons alors par pression : c'est beaucoup plus efficace, étant entendu que les forces qui nous dirigent, même en cas de gouvernement de gauche, ont plus à craindre et à tenir compte d'une opinion publique éclairée et consciente que des appareils politiques démagogiques ou des élus faibles et corruptibles.

« Cette opinion publique, après sa prise de conscience de sa puissance, trouvera (la force attire le nombre) alors aisément d'autres éléments qui viendront la renforcer.

« Si nous nous consacrons seulement à la recherche, à la diffusion de nos idées, de nos principes, de nos théories, pour les implanter dans les esprits, nous nous protégeons contre les critiques et nous nous garantissons contre les déceptions, les découragements, les abandons qui déciment nos effectifs. Nous échappons du même coup aux manœuvres, aux combinaisons, aux compromissions qui font tant de tort à l'idée, à la démocratie, au socialisme en tant que valeur pure, car les gens ne comprennent jamais comme il est difficile pour un homme élu de rester fidèle à son idéal.

« N'est-ce pas la gauche traditionnelle, par ses attitudes, qui a dépolitisé les travailleurs ?

« Nous ne devons plus avoir honte de dire dans nos milieux que... nous sommes socialistes.

« Qui des idéalistes ou des agités ont le plus de chance de bien servir la cause du socialisme ?

C'est pour avoir voulu devenir réalité avant d'avoir rassemblé les conditions d'être vraiment lui-même que le socialisme a perdu son crédit. Nous devons reconnaître une fois pour toutes que toute collaboration, tout accommodement avec le capitalisme jouent contre nous. Nous n'avons aucune action à entreprendre dans le système, mais toutes nos actions doivent être dirigées contre le système.

« En résumé, notre manière d'être c'est de former une société de pensée à vocation politique précise : le socialisme. Nous ne nous retirons pas du monde, nous préparons celui de demain; pour cela, nous élaborons les techniques et nous rassemblons les conditions matérielles et morales du passage au socialisme.

« Le P.S.U. ne doit être en cela que l'instrument pour y parvenir. »

Pierre PRECIAS.

che avec une représentation correspondant à leur influence, mais largement ouverte aux syndicalistes, aux animateurs d'associations sociales, culturelles, de jeunesse, de quartier, de parents d'élèves.

— Le programme élaboré avec l'aide des organisations locales intéressées (priorité aux équipements sociaux et culturels).

— Démocratisation de la vie com-

munale : effort pour assurer la participation populaire à la gestion des affaires locales.

Les vendredis 15 et 22 janvier deux réunions se sont tenues à la mairie avec la participation des quatre partis et de deux personnalités de la municipalité sortante.

Rappelant nos propositions, nous acceptons pour faciliter cette réunion que la liste soit élargie à des personnalités représentatives de la population valentinoise (prises par exemple au sein du conseil actuel) et que soit réduite notre représentation, la proposition des communistes allant dans le même sens.

Lors de la réunion du 22, le maire nous a fait connaître que son conseil municipal n'acceptait pas les propositions de la section S.F.I.O., 10 P.C., 4 P.S.U., 8 S.F.I.O., 16 radicaux

et divers, ni même les propositions qu'il avait, lui-même, présentées et qui réduisaient davantage encore la participation du P.S.U. et du P.C. et mettait fin aux pourparlers, bien que nous ayons accepté de prendre comme base la proposition S.F.I.O.

Il est évident que la municipalité sortante accepte bien les voix des partis de gauche, mais refuse pratiquement leur entrée au conseil municipal.

Une telle attitude ne peut que favoriser l'élection d'une municipalité U.N.R.

Aussi le P.S.U. poursuivra ses efforts pour unir tous ceux qui veulent faire échec au candidat du pouvoir personnel et qui souhaitent une réelle démocratisation de la gestion municipale.

## LOIRE-ATLANTIQUE

### Le Contre-Plan

Sur l'invitation de la section de Rezé-lès-Nantes, s'est tenu, les 30 et 31 janvier, un nouveau week-end régional sur le Contre-Plan. Une quarantaine de participants (P.S.U. ou sympathisants) de Loire-Atlantique, mais aussi de la Vendée et du Maine-et-Loire entouraient Georges Servet, Marc Heurgon, Jean Popereu.

Le samedi et le dimanche matin permirent d'exposer la proposition du Contre-Plan telle qu'elle a été faite sur le plan national et de cerner dans une atmosphère de camaraderie les points d'accord et de désaccord entre la majorité et la minorité du Parti.

La fin de la matinée et toute l'après-midi du dimanche furent

consacrées à l'examen des problèmes régionaux. Bernard Lambert dressa un tableau particulièrement éloquent de l'évolution du monde rural, complétant les informations déjà apportées la veille par Médard Lebot, animateur de la F.D.S.E.A. Gilbert Declercq, secrétaire de l'U.D. C.F.D.T., introduisit un débat sur les problèmes industriels, mettant particulièrement en lumière le retard de l'équipement, des investissements, des salaires dans toute la région, les obstacles dressés par l'égoïsme patronal, les solutions qu'un Front uni des travailleurs pourrait proposer. Discussion très riche et qu'il faudra poursuivre car elle a laissé tous les participants sur leur faim.

## WEEK-END ÉTUDIANT

Les sections étudiantes de la Faculté de Lettres et de la Faculté de Droit-Sciences économiques ont organisé, samedi et dimanche, un week-end de discussion dans la région parisienne sur le thème des « Voies de passage au socialisme ». Une trentaine d'étudiants, parmi lesquels on comptait un grand nombre de sympathisants du P.S.U., participèrent aux différentes séances qui portaient sur l'évolution des classes sociales en France, la définition d'une stratégie offensive par le mouvement ouvrier français et les difficultés que cela entraînait et enfin sur les conditions de l'unité ouvrière en France avec les problèmes posés par la coexistence au sein d'un parti révolutionnaire de courants idéologiques différents.

Des débats intéressants s'engagèrent sur toutes ces questions avec Serge Mallet et Pierre Naville que l'ensemble des participants au week-end jugèrent très fructueux, tout en préconisant pour les prochaines réunions

de ce type des méthodes de discussion permettant un débat plus actif, plus large et plus profond entre tous les participants.

### Un journal E.S.U. à Reims

La section E.S.U. de Reims qui, l'an dernier, s'était ensommeillée, a retrouvé un renouveau d'activité depuis la rentrée universitaire. Vendredi dernier, J.-Claude Gillet, secrétaire national E.S.U., a pu se rendre compte au cours de discussions avec les divers représentants de l'A.G.E. et une réunion-débat avec les étudiants, que ce renouveau se confirmait.

Alain Badiou animera, dans la première quinzaine de février, une réunion sur le thème : « Marxisme et socialisme ». Un week-end de formation est envisagé dans le courant de mars.

Enfin, les E.S.U. de Reims ont prévu la sortie d'un journal.

La section E.S.U. de Reims.

### Puy-de-Dôme : Pierre Gardette n'est plus

La Section de Thiers et la Fédération de Puy-de-Dôme ont la peine de faire part au parti de la disparition de ce camarade, secrétaire adjoint de la Section, membre de la Commission fédérale des conflits, à la suite d'une terrible maladie.

Pierre Gardette fut durant 50 ans un grand militant socialiste. Formé très jeune à la lutte pour le triomphe du syndicalisme et du socialisme, il milita toute sa vie. Esprit indépendant et majeur, il refusa de se laisser inféoder par les partis dont il détestait la « cuisine ». Militant de tous les instants, il fut sur la brèche lors de toutes les grandes batailles populaires. Et c'est avec un grand espoir de voir se concrétiser les aspirations de toute sa vie qu'il participa à la fondation de la Section de Thiers et de l'ensemble du parti.

Même sa mort, après sa vie de militant, nous laisse un exemple de courage, de lucidité et de fidélité à notre idéal commun, en même temps que de simplicité jamais démentie.

Nous prions sa compagne de trouver ici toute l'expression de la sympathie que lui portent les camarades du P.S.U. auquel Pierre s'identifiait pour toute la région thiernoise.

### « Communes et démocratie »

Savoir mieux comment « marche » sa commune, à quoi elle sert et pourquoi il faut participer à sa vie : tel est le but de ce livre. La littérature, en ce domaine, est surtout juridique ou technique, destinée à des étudiants en droit ou administrateurs municipaux. Cet ouvrage qui aidera les élus locaux sera surtout lu par les enseignants, les militants sociaux, syndicaux ou politiques, et plus généralement par le Français moyen soucieux de franchir le fossé qui sépare le citoyen passif du citoyen actif.

Il comprend deux tomes bien documentés et illustrés :

#### « Tâches et moyens de la commune » (TOME I)

#### « Les communes et le pays » (TOME II)

Prix : 11,50 F le tome (franco) à commander à l'A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame des Champs, Paris. — C.C.P. Paris 13-942-51.

## DROME

Notre parti avait demandé depuis quelques mois déjà, aux organisations suivantes : P.C., S.F.I.O., Radical, que des contacts en commun aient lieu pour la constitution d'une liste d'union de toutes les forces de gauche.

Au cours des contacts pris séparément avec ces organisations, nous avons rappelé nos propositions :

— Liste d'union des partis de gau-

### Dordogne. — Cercle d'études socialistes de Périgueux

Débat, vendredi 12 février, à 21 heures, au Château-Barrière

### L'évolution de la classe ouvrière et ses conséquences pour les luttes syndicales

avec Serge MALLET, auteur de *La nouvelle classe ouvrière* (Éditions du Seuil)

Le C.E.S. de Périgueux, animé par divers syndicalistes, a déjà organisé, dans le cycle en cours, deux débats :

— un en novembre, sur « La concentration capitaliste et les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Plans », avec la participation de Pierre Delfant, étudiant de « Sciences politiques » ;

— un en décembre, sur « La démocratie communale », présenté par Roger Beaunez, secrétaire national de l'A.D.E.L.S.



# OU EST LA CLARTÉ?

**1** Il n'est question cette semaine que de Marseille... et de Gaston Defferre, bien entendu.

Que dit-on du désaccord survenu entre la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et quelques sections de Marseille ?

Les amis de Defferre crient à la trahison d'hommes n'ayant « aucun principe » et dénoncent le manque de « scrupules » du Parti communiste qui « débauche » des « minoritaires » socialistes.

Les adversaires de Defferre, à gauche, transposent ce fait marseillais en victoire nationale et font du député Matalon un héros de la morale politique, en oubliant qu'il a jusqu'à ce jour siégé à l'Assemblée nationale, sans protester que je sache, à côté et sous la présidence du député-maire de Marseille, déjà élu hier par une majorité de droite. Ce qui prouve, le moins qu'on puisse dire, une révolte tardive.

Mais le cas de Marseille étant lié à la tactique générale de la S.F.I.O., nous voudrions pour mieux comprendre, poursuivre notre raisonnement et essayer d'y voir clair... si cela est possible.

Voyons les faits :

À Marseille, la S.F.I.O. exclut ceux de ses membres qui font alliance avec le P.C. ;

À Paris, la S.F.I.O. conclut un accord avec le P.C.

Claude Fuzier écrit dans *Le Populaire* du 2 février 1965 :

« Les indisciplines de Marseille comme celles qui peuvent se produire ailleurs ne sont pas tolérables. »

C'est clair, non ! Tout est intolérable ou plutôt tout est tolérable.

Et Guy Mollet pour justifier cette arlequinade en dévoile la raison : « Il faut battre l'U.N.R. ». Il précise du reste : « Nos camarades des Bouches-du-Rhône avec Gaston Defferre ont raison. »

Et Gaston Defferre pour justifier sa position nous dit, lui :

« Ce n'est pas l'U.N.R. qui peut barrer la route aux communistes. Ou bien ce sont les communistes qui emporteront la mairie ou bien ce sera moi. »

Conclusion : Il faut battre les communistes.

C'est clair. Non ?

De toute cette cuisine, essayons de tirer quelques éléments de réflexion :

**1** Gaston Defferre avait fait le pari d'être maire de Marseille contre l'U.N.R. et le Parti communiste. Il le sera peut-être demain encore, mais en prônant ouvertement l'anticommunisme pour ramener à lui tous ceux qui préfèrent encore la droite conservatrice à la réaction gaulliste. Hier, il ignorait le P.C. Aujourd'hui, il veut l'abattre.

**2** Gaston Defferre avait espéré être en même temps président de la République.

J'ai bien peur que pour lui la course à l'Élysée ne soit terminée. Et là je vois une touchante unanimité saluer cet échec anticipé.

Le gaullisme pense qu'il fera, à nouveau, la preuve après le déroulement de la campagne des élections municipales que bien des partis et des hommes de la IV<sup>e</sup> République n'ont rien perdu de leurs habitudes de combinaisons électorales sans programme, d'alliances baroques assurées par le seul souci du gain des sièges, et que leurs contradictions ainsi étalées suffisent à les condamner.

Le Parti communiste parce qu'il sera ainsi débarrassé d'un candidat qui avait mené sa campagne présidentielle, d'une telle manière, qu'il s'était écarté de plus en plus de lui et qu'il l'entraînait à la presque obligation de présenter un candidat.

Or l'avenir nous le prouvera, la grande peur du Parti communiste c'est d'être amené à présenter un candidat contre de Gaulle. Que le Parti le veuille ou non, son candidat ne retrouverait pas, et de loin, le même nombre de voix que celui obtenu pour d'autres élections. C'est ainsi et les résultats de précédents référendums le montre. Et le P.C. le sait bien, même s'il ne l'avoue pas. Par conséquent, débarrassé de Defferre, le P.C. va pouvoir rechercher un candidat qui puisse lui convenir. Disons même que cette recherche est prête d'aboutir et qu'elle risque de réserver des surprises. Nous en reparlerons.

Mais, nous-mêmes au P.S.U. ne devrions pas, après les élections municipales, rester trop éloignés de cette préoccupation. Sinon, les fautes relevées lors de la candidature Defferre pourraient bien se renouveler.

**3** Nous devons constater également l'évolution politique de la S.F.I.O., qui est en pleine radicalisation. C'est-à-dire qu'elle tend de plus en plus à se substituer au Parti radical d'hier qui savait lui aussi rappeler qu'il était socialiste, surtout à chaque fois qu'il était l'aile dite de gauche des gouvernements de droite.

Ce glissement vers la droite de la S.F.I.O. peut avoir deux conséquences.

La première, exploitée par la S.F.I.O., qui voudra apparaître ainsi comme le parti le plus libéral entre le P.C. et l'U.N.R., comme la seule force valable, à la fois, non communiste et non gaulliste. En résumé, le choix entre G. Mollet et Pinay.

La seconde, ce sera la situation du Parti communiste. Sa tactique électorale d'absorption des autres forces de gauche, son refus de reconnaître le

droit à l'existence de tout ce qui ne plie pas devant lui, son mépris pour toute organisation qui ose parler idées et programme quand il pense sièges et tactique. Tout cela risque d'écartier de lui bien des hommes de gauche pour qui la confrontation des idées doit passer par le canal d'une organisation ouverte aux libres discussions et pour qui l'unité ne signifie pas obligatoirement l'alignement inconditionnel.

Ainsi se livre à notre réflexion, pour demain, les possibilités d'un nouvel éventail des forces politiques françaises de la gauche.

C'est parce que nous sommes conscients de cela que nous entendons, dans les luttes actuelles, chercher les meilleures conditions pour que l'unité de ces forces ne reste pas seulement un éternel slogan jamais réalisé.

C'est pour cela que nous nous élevons contre tout accord politique conçu par de seuls états-majors à leur profit exclusif.

Ce que nous voulons obtenir, non pas pour nous mais pour ceux qui, à côté des partis politiques, luttent pour nos idées socialistes, hommes des syndicats ou des organisations populaires, c'est une représentativité digne de leur action.

C'est là le sens de la résolution votée à l'unanimité moins une voix par notre dernier Comité Politique National. Il semble bien que, un peu partout en France, des résultats favorables à nos thèses soient prêts d'être obtenus. Et c'est dans cet état d'esprit que nous avons toujours souhaité voir se dérouler, à Paris, les discussions préparant la composition des listes pour les élections municipales. C'est ainsi que nous désirons les voir se continuer.

Nous voulons bien être entendu.

L'essentiel pour nous n'est pas la comptabilité électorale. Ce qui compte c'est l'esprit, la volonté, le contenu qui président à la formation des alliances politiques.

À chaque fois qu'une alliance se réalise seulement sur une base tactique et sans contenu politique, à chaque fois que l'alibi de la circonstance prime l'accord des idées, cette alliance est malhonnête ; elle n'est pas l'unité ; elle porte en elle-même les raisons de son échec.

Elle est la meilleure arme de nos adversaires. Elle est une faute grave, commise sciemment et elle engage la responsabilité totale de ceux qui l'ont conclue.

Avant que toutes les discussions ne s'arrêtent, nous pensons qu'il est bon de rappeler les principes qui nous animent.

Pour nous ils sont l'évidence même et nous sommes sûrs qu'à la fin, le bon sens l'emportera sur l'esprit de calcul.

Harris Puisais.



## GRÈVES

### Succès limité les 27 et 28 janvier

Le 19 janvier, date à laquelle les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. décidèrent le mouvement des 27 et 28, ne sera pas « une date historique » comme l'écrivait avant la grève, *Syndicalisme*, organe de la C.F.D.T.

Le mouvement connu, en effet, des fortunes diverses et surtout ne revêtit pas le même caractère spectaculaire que celui du 11 décembre. L'accord de fait intervenu entre le gouvernement et les syndicats pour limiter la grève de l'électricité était motivé par le souci commun de ménager l'opinion publique et d'éviter l'épreuve de force. Cependant cela ne pouvait qu'accentuer l'impression d'un mouvement ample sans doute, coordonné, mais devenu rituel et au fond peu efficace.

En dépit de certaines réticences de la base, la grève a été à peu près aussi bien suivie que le 11 décembre à P.E.D.F., chez les cheminots et dans l'enseignement (malgré la position particulière du Syndicat des collèges). Par contre, il y eut des flottements plus grands chez les fonctionnaires et dans les P.T.T. A noter aussi l'abstention des mineurs.

Dans le secteur privé, les débrayages furent très limités malgré les consignes des organisations C.G.T. et F.O. Il est vrai que la plupart des usines étaient fermées par suite des coupures de courant. D'ailleurs la récession économique — qui cette fois est bien une réalité — ne favorise pas l'action dans le secteur privé. Si elle concerne avant tout le textile et l'automobile, plus d'un million de salariés sont touchés par le chômage partiel et total.

Parfois aussi les travailleurs tentèrent de s'opposer au lock-out pratiquement décidé par le patronat le jour de la grève. C'est ainsi que la Fédération C.F.D.T. des industries chimiques avait donné pour consigne à ses syndicats de s'opposer à tout déplacement d'horaire et à toute récupération. C'est ainsi que chez Michelin à Clermont-Ferrand, les ouvriers se présentèrent au travail le 28 janvier et protestèrent contre la fermeture des ateliers, à l'appel des organisations C.G.T. et C.F.D.T. Il en fut de même dans les grands ateliers de la S.N.C.F.

Ces contradictions et ces difficultés, l'étalement du mouvement sur

deux jours firent que les défilés et les meetings n'eurent pas l'audience, la chaleur de ceux du 11 décembre. La grève apparut molle.

Est-ce à dire que le gouvernement peut négliger l'agitation sociale de cette année électorale ? En dépit des difficultés de l'opposition sur le plan politique, les gaullistes ne peuvent que s'inquiéter du mécontentement des masses qu'ils se flattaient de conquérir par des réformes et de l'hostilité des syndicats à l'égard d'un pouvoir qui octroie mais ne négocie pas.

Le gouvernement vient d'ailleurs

## LOIRE-ATLANTIQUE

### Il y a un an les fonderies de Saint-Nazaire fermaient

Voici un an déjà que les « Fonderies de Saint-Nazaire » fermaient. Depuis, il y a eu d'autres licenciements, tant à Saint-Nazaire qu'à Nantes, que dans d'autres villes de France. Licenciements en chaîne du reste, les unes causant les autres, particulièrement celles qui ont lieu chez les ouvriers du textile. C'est du reste visible à Saint-Nazaire, où non seulement les licenciements, mais les diminutions d'horaire aux « Chantiers de l'Atlantique, sans compensation de salaires, ont fort diminué le pouvoir d'achat de l'ensemble des habitants de la ville. Ce mois-ci, mois des soldes dans l'habillement, il y est possible de faire des affaires sensationnelles, tant la mévente a été importante cet hiver. Et pourtant, dans ces articles, ce ne sont pas les besoins qui diminuent...

Non seulement bien des travailleurs sont plus que restreints dans leurs achats, mais déjà des saisies ont été faites chez certains, en particulier chez ceux qui, ayant voulu se loger décentement, ont de lourdes traites à payer et ne peuvent plus compter sur les heures supplémentaires pour le faire.

Les licenciements dans la métallurgie, dans les mines et... les diminutions d'horaire dans les industries automobiles et autres causent directement celles dans les industries textiles déjà durement touchées par la concurrence étrangère, car il est fa-

de lâcher un peu de lest en admettant la présence des représentants des directions du Gaz et de l'Électricité de France aux discussions qui vont s'ouvrir avec les ministres de tutelle, en prévoyant également la réunion de la Commission du statut. Mais il s'agit peut-être de concessions plus apparentes que réelles.

En ce qui concerne le patronat, il a une attitude à peu près semblable. Malgré son « archéo-libéralisme », il se tourne vers l'État pour solliciter des commandes, en particulier pour remédier à la crise du textile. Et tandis que le gouvernement augmente un peu l'allocation-chômage, le C.N.P.F. recommande à nouveau l'extension de la quatrième semaine de congé là où elle n'existe pas encore. Mais les Petites et Moyennes entreprises y sont opposées.

Il n'y a donc rien là qui puisse relancer l'économie et satisfaire vraiment les revendications ouvrières.

cile de comprendre que si les magasins ne vendent pas, ils ne renouveleront par leurs stocks, d'où baisse de fabrications, etc.

Les jeunes continuent à chercher du travail en dehors de Saint-Nazaire et de désertir notre ville.

Le pasteur me disait que tout son groupe de jeunes de plus de dix-huit ans était parti depuis un an. Même son de cloche au « Foyer des Jeunes travailleurs ». Il y a quelques années ce foyer était trop petit pour nourrir et loger tous les jeunes travailleurs isolés dans la ville. Maintenant, pour parer à la carence de jeunes gens, les jeunes filles peuvent également venir se restaurer au foyer.

#### Les départs s'arrêtent-ils là ?

Non, des adultes partent également. Départs définitifs ou obligation faite à certains ouvriers de se déplacer pour quelques mois par les directions d'entreprise. Ceci est particulièrement pénible pour les pères de famille contraints de quitter les leurs pour trois mois minimum, puisqu'il ne leur est payé par leur entreprise qu'un voyage tous les trois mois pour passer un week-end chez eux. Si ce n'est pas avec un salaire de 600 à 800 francs qu'ils peuvent s'offrir, tous les mois, un voyage Marseille-Saint-Nazaire, par exemple... Comme, par hasard, ce sont surtout des responsables syndicaux qui sont envoyés au loin, contre leur

gré, sans possibilité de refuser par menace d'être licenciés.

Quand je demandai à un des travailleurs pourquoi, dans ces conditions, il ne cherchait pas du travail dans une autre ville, car ici il ne peut en être question (de plus en plus de chômeurs et ceux licenciés par les fonderies ne vont plus toucher que 200 francs d'allocations, celle de l'A.S.S.E.D.I.C. leur étant supprimée après un an de chômage), ce travailleur m'a répondu que sa maison n'était pas entièrement payée et qu'il ne trouverait pas à la vendre, placée ne serait-elle en cité ouvrière. Et trouverait-il à la fois du travail et un logement dans une autre ville ?

La municipalité actuelle, menée par Blancho, homme de 71 ans, a certainement manqué du dynamisme nécessaire pour prévenir cette crise. Dans cette ville pour ainsi dire entièrement reconstruite, elle n'a su préserver suffisamment de terrain à destination industrielle. Si bien que, quand il y a quelques années, Simca voulait installer un atelier à Saint-Nazaire, la municipalité a été incapable de lui trouver un terrain. Et Simca a été s'installer à La Rochelle. Depuis les licenciements, la municipalité, enfin, commence à exproprier quelques terrains, pour l'instant agricoles et non viabilisés. Comme me disait il y a un an une licenciée des « Fonderies » : « Je me moque du jet d'eau devant la mairie et du parc Paysager, je préférerais que le maire se soit davantage préoccupé de trouver du travail à nous autres ! »

Il existe pourtant des terrains industriels vacants qui pourraient être décrétés d'utilité publique et expropriés par le conseil général, ne seraient-ce que ceux de l'ancienne usine sidérurgique de Trignac (commune d'ortoir de Saint-Nazaire), usine appartenant à la F.A.N.E. et louée aux « Chantiers » et pratiquement inutilisée par ceux-ci. Et également, maintenant, celui des « Fonderies de Penhoët ». Quand, l'année dernière, les ouvriers des « Fonderies » disaient que leur usine aurait pu être transformée pour fabriquer radiateurs et chaudières de chauffage central, ils avaient raison. Dernièrement, je me trouvais dans l'Est et j'ai eu l'occasion d'y rencontrer un installateur de chauffage central, fournisseur de plusieurs usines de la région, et il me disait que, vu le manque de fabricants de radiateurs en France, il devait passer ses commandes sept à neuf mois à l'avance, en stocker lui-même et en acheter également en Allemagne. Ce qui prouve que des ouvriers peuvent voir plus juste que les capitalistes qui les dirigent.

Et ne serait-il pas préférable que les fonds de la Banque européenne, qui doivent aider les régions défavorisées de la Petite Europe, servent, par exemple, à canaliser la Loire, ce qui serait utile à toute une région, plutôt que d'être distribués à des particuliers, tel Pinczon pour l'usine de la S.M.P.A. de Montoir (L.A.) ? Mais cela présuppose une socialisation à l'échelle européenne.

#### Quelles luttes pouvons-nous mener ?

Ici, les travailleurs désirent l'union de la gauche. Depuis que F.O. se refuse à des actions unitaires (lors du 1er mai 1964, refus de F.O. d'une manifestation intersyndicale), plusieurs de ses syndiqués l'ont quittée et F.O. a perdu des voix et un siège aux dernières élections aux « Chantiers ».

Le 8 janvier, à l'instigation du P.S.U., se tenait une réunion qui groupait diverses personnalités et représentants du P.C., de la C.G.T., du S.N.E.S., S.N.E.T., S.N.I., S.G.E.N., des A.P.F. et de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les différents orateurs ont tous souligné la nécessité d'une liste commune P.C., P.S.U. et S.F.I.O. et ont souhaité participer à l'élaboration du programme de cette liste.

La C.F.D.T., qui n'était pas représentée à cette réunion, avait, par contre, écrit qu'elle était en principe favorable à une liste d'union de la gauche, le programme envisagé lui plaisant.

Malheureusement Blancho, faisant fi de la volonté de ses administrés, a répondu : « Le vieux est capable de mener une liste uniquement S.F.I.O. De toute façon, j'aurais les voix des communistes au second tour. »

Ce qui n'est pas du tout certain, car tous les communistes ne sont pas d'accord pour un désistement au second tour et cela rue dans les brancards dans certaines cellules.

Par contre, à la gauche divisée va répondre une liste unie de la droite ! Trois fois, hélas !

Denyse Franck.



Devant les usines fermées, la discussion s'organise...

(Photo AGIP.)



# LES PROBLÈMES DES JEUNES "ANCIENS COMBATTANTS" DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

La guerre d'Algérie fut à l'origine de la création du P.S.U.

A maintes reprises, cette constatation fut exprimée comme une condamnation anticipée de notre parti dont l'utilité était, ainsi, mise en doute puisqu'il n'y avait plus de drame algérien.

En fait, cet accident malheureux de l'histoire nationale a précipité une mutation de la gauche française dont chacun, aujourd'hui, reconnaît la nécessité, même si les résultats positifs n'interviennent pas dans l'immédiat. Ce n'est pas un hasard si la moyenne d'âge des militants du P.S.U. est la moins élevée des partis politiques de ce pays. Ce n'est pas un hasard, non plus, si la participation effective des militants à l'élaboration des propositions du P.S.U. donne aux différentes assemblées, de la section locale aux congrès nationaux, cette atmosphère sévère et sérieuse, nécessaire à la réflexion et à la discussion.

Doit-on, pour se consacrer à la rénovation de la vie démocratique du pays, abandonner jusqu'au souvenir de la guerre d'Algérie ? Ne voit-on pas qu'il existe toute une généra-

tion de jeunes Français qui furent précipités dans un conflit particulièrement odieux dont les cicatrices sont encore visibles chez tous ceux qui ont été mêlés de près à des actions peu glorieuses ?

Il n'existe pas encore, chez ces jeunes anciens combattants, de prise de conscience très nette de leur appartenance aux classes d'âges sacrifiées dans un combat inutile ; cependant, ils seront, demain, les victimes inconscientes d'une évolution économique à laquelle ils ne participeront pas dans leur majorité.

Pourquoi ? L'étude que T. S. publie aujourd'hui doit permettre à chaque ancien combattant de la guerre d'Algérie d'être informé des difficultés qui seront les siennes s'il n'exerce pas, et avec vigueur, son mandat de citoyen contre ceux qui, après l'avoir spolié de ses chances de réussite, l'abandonneront à un sort peu enviable, et cela sans la moindre gêne. La grandeur n'a que faire des humbles ; à l'échelle des valeurs, la bombe A ou H, c'est plus sérieux et tellement plus utile (n'est-ce pas Monsieur Dassault ?).

Gérard CONSTANT.

## Ceci intéresse :

9.662	Pêcheurs
568.079	Agriculteurs
66.748	Mineurs
349.166	Ouvriers du Bâtiment
705.222	Travailleurs de l'Industrie
155.355	Conducteurs, Livres, Dockers
360.320	Salariés du Commerce, de la Banque et des Assurances
287.607	Fonctionnaires
131.608	Employés
<hr/>	
2.633.767	

## La montée des jeunes

L'arrivée massive sur le marché de la production et de la consommation des nouvelles générations a profondément perturbé les habitudes confortables de ceux qui détiennent les clés du pouvoir (économique et politique). Déjà les affairistes ont flairé la bonne opération, bien rentable et sans risque, que constitue, pour eux, l'accroissement sensible du nombre des consommateurs ; la hausse du niveau de vie aidant, les jeunes ont la possibilité de dépenser davantage. C'est une manne fournie à de prétendus financiers qui ne sont, en fait, que des marchands de titres à sensations, de mythes fanés, de culture au rabais... Allons donc, ces « teenagers », chez qui on consomme surtout du « copain », de préférence aux idées, ne seront pas les adversaires acharnés des structures économiques du capita-

meure pas moins qu'un peu partout cette jeunesse s'affirme : c'est l'entrée au sein de la très conservatrice F.N.S.E.A. des jeunes agriculteurs ; c'est la porte forcée par les jeunes patrons du trop traditionnel C.N.P.F. ; c'est la charte d'Amiens que les jeunes syndicalistes discutent ; c'est le parti communiste qui ne peut empêcher ses jeunes militants de l'Union des Etudiants communistes de réfléchir et c'est aussi l'évolution des Eglises sous l'influence des jeunes croyants.

L'activité intense, et parfois désordonnée, des nombreux clubs à vocation politique démontre à quel point les mauvaises habitudes et la sclérose des partis politiques traditionnels deviennent des repoussoirs pour les jeunes citoyens qui aspirent à participer activement à l'élaboration des décisions qui engageront l'avenir du pays.

Il n'est pas vrai de dire que la jeunesse est dépolitisée. Qu'elle ne veuille plus entendre parler des faillites de l'ancien régime (la IV<sup>e</sup> République), ne signifie nullement qu'elle soit favorable à toutes les innovations de la « nouvelle République ». Qu'elle recherche, qu'elle soit affamée d'efficacité au point de créer un nouveau mythe, nul ne le contestera. Et quand on évalue les échecs des responsables d'hier, on se sent singulièrement confondu et ramené à la plus grande modestie. Mais, de grâce, qu'on n'habilite pas l'inefficacité des hommes d'hier avec des oripeaux disparates soi-disant pêchés dans l'armoire du parlementarisme. Quelle que soit la forme des institutions choisies, leurs qualités seront étroitement liées à celles des hommes qui ont reçu mission de gouverner.

A vouloir personnaliser coûte que coûte le pouvoir, ainsi que s'est acharnée à le faire la V<sup>e</sup> République pour mieux servir son maître, on ne peut qu'aboutir à la présentation d'un épouvantail à républicains. La démocratie nécessite des effets de bonne coupe, où l'on se sent à l'aise, même si les tendances changeantes de la mode ne sont pas respectées.

Les astuces pour se mettre au goût du jour ne profiteront sans doute jamais aux hommes d'hier ; ils ont pris trop d'embonpoint pour devenir des mannequins de qualité.

Quant aux responsables d'aujourd'hui, ils jouissent d'un pouvoir qui ne cesse de faire part de son mépris pour tout ce qui n'est pas « inconditionnel » ; voyons un peu l'effort entrepris en faveur des jeunes générations et prenons, comme exemple, la place que vont occuper les jeunes anciens combattants d'Algérie dans l'économie française. S'ils méprisent profondément ceux qui ont su les mener vers un combat sans objet, qu'ils se fassent une opinion sur l'intérêt que leur accorde le pouvoir gaulliste.

## L'évolution de la main-d'œuvre par rapport aux perspectives de l'économie

Le chômage qualitatif ne cesse d'augmenter, dans un moment où le pays a et aura de plus en plus besoin de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée, s'il veut réellement assurer sa place, aujourd'hui dans le concert des grandes nations modernes et demain dans les ensembles supranationaux.

Or quelles sont, actuellement, les

— Pêche .....	48.000 env.
— Agriculture .....	3.850.000 —
— Industries extractives .....	300.000 —
— Bâtiment, travaux publics .....	1.650.000 —
— Industries de transformation .....	5.350.000 —

perspectives de l'économie française en matière de main-d'œuvre ?

Le dernier recensement de 1962 fait apparaître une population active totale d'environ 19 millions de personnes, dont 12.500.000 hommes, soit deux hommes pour une femme.

Cette population se répartit comme suit, dans les différentes branches d'activité :

— Transports .....	800.000 env.
— Services .....	1.900.000 —
— Commerce, banques, assurances .....	2.950.000 —
— Services publics, administration, armée .....	2.000.000 —

En regard, on distingue dès maintenant des branches en régression et des branches en expansion.

Les branches en régression sont :

- Agriculture,
- Combustibles, minéraux solides,
- Textiles,
- Constructions navales,
- Cuirs,
- Bois.

Les branches en expansion sont :

- Services,
- Administration,
- Electro-mécanique,
- Commerce,
- Matières plastiques et industries diverses,
- Bâtiment et travaux publics.



La génération des djebels ou les « laissés pour compte ».

lisme, même néo (voilà encore une locution qui est un attrape-nigaud de premier ordre ; comme si le capitalisme, soi-disant renoué, n'avait pas pour but qu'une seule et unique règle : le profit !)

Mais à côté de ces manifestations de mercantilisme sorcède, il n'en de-



Parallèlement à ces modifications par branches d'activités, on ne peut ignorer les sensibles transformations apportées à la structure de l'emploi par l'évolution des régions géographiques.

C'est ainsi qu'il est prévu que l'accélération de la croissance de l'emploi intéressera principalement :

- dans l'Est : Alsace, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Provence ;
- dans la périphérie du Bassin parisien : haute et basse Normandie, Bourgogne, Champagne ;
- dans la région parisienne, où la cause principale de l'accroissement de l'emploi sera imputable à l'augmentation des activités du secteur tertiaire.

Par contre, de graves diminutions de l'emploi se feront sentir à partir de 1965 dans quatre régions essentiellement :

- Bretagne,
- Massif central,
- Sud-Ouest, et cela dans le domaine de l'agriculture ;
- Nord et Pas-de-Calais, dans le domaine du charbon et des textiles.

Si, maintenant, on observe, non plus les mutations géographiques de

non de le voir, par l'évolution économique du pays. On pourra disséquer pendant des jours, des semaines et des mois sur le taux d'expansion à choisir (5 p. cent ou 5,5 p. cent), on a déjà une certitude : dans le laisser-faire actuel, aucun responsable politique n'a tiré la sonnette d'alarme et je ne pense pas que les « clignotants » chers à M. Massé se mettent, prochainement, à scintiller pour avertir les travailleurs (et leurs représentants au Parlement ?) des dangers qu'ils sont en train de courir.

Quelle devrait être cette double mission ?

— Assurer le maximum de possibilités au travailleur pour lui permettre d'acquiescer le maximum de compétence et de savoir afin de franchir les étapes inéluctables qui doivent le conduire de la base vers le sommet de la pyramide des fonctions : il s'agit là, en quelque sorte, d'une promotion verticale ;

— Permettre au travailleur de passer aisément d'une branche d'activité en régression à une branche en expansion : cela constitue une promotion horizontale.

Si l'on considère que rien que pour les quatre régions citées : Bretagne, Massif central, Sud-Ouest, Nord-Pas-

La promotion sociale, trop longtemps négligée, requiert, désormais, des solutions immédiates et immédiatement applicables.

Pourquoi, dira-t-on, cette hâte subite à vouloir régler un problème posé depuis fort longtemps et en quoi l'urgence deviendrait-elle plus grande actuellement et dans les temps à venir, qu'elle ne l'a été dans le passé ?

Depuis l'avènement du machinisme, le monde s'est engagé dans une spirale ascendante de progrès technique qui fait que nous avons connu, au cours de ce dernier siècle, plus de réalisations de cette technique que l'humanité tout entière n'en a connu depuis son origine.

On peut dire que, jusqu'à la Révolution française — et celui depuis des dizaines de millénaires — les structures agricoles et artisanales du monde n'ont pratiquement pas bougé. Dans une société de cette nature, pas de technologie très poussée, donc pas de gros besoins de techniciens et, partant, pas de problèmes de reconversion et de recyclage professionnel.

Avec l'avènement de l'ère industrielle, tout change. Le progrès technique appelle le progrès technique. Les techniques elles-mêmes s'affinent et se supplantent l'une l'autre ; les secteurs traditionnels de l'agriculture et de l'artisanat se modifient et s'étiolent au profit de l'industrie, du commerce, de l'administration et des services.

Dans ce schéma, quelle place l'homme occupe-t-il ?

Certainement pas la plus enviable.

Considéré comme unité de production, il disparaît avec celle-ci lorsqu'une autre vient à la supplanter.

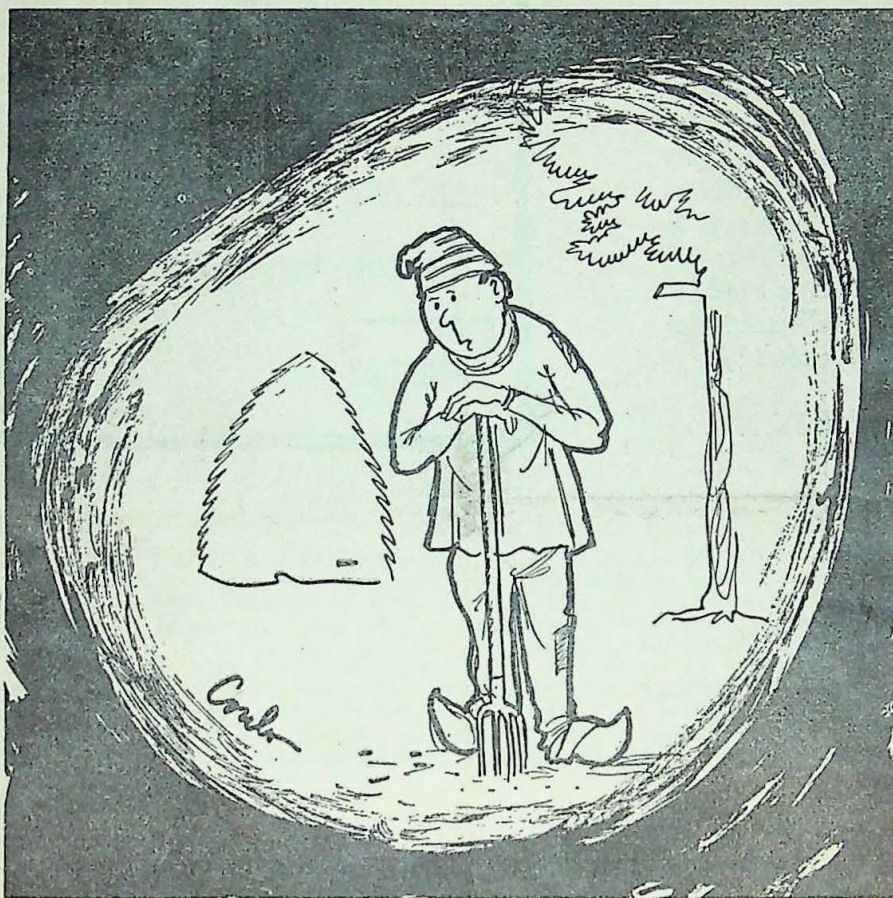
Il n'est pas mauvais, dans ce propos, de rappeler l'anecdote célèbre des canuts lyonnais qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient jeté dans le Rhône le premier métier à tisser sous



Répartition de la population active en France : deux hommes pour une femme.

le prétexte — bien fondé d'ailleurs dans le contexte de l'époque — que cet engin allait les contraindre au chômage et à la misère.

Historiquement, ces canuts lyonnais sont les premiers travailleurs dont on puisse dire qu'ils ont souffert effectivement de l'absence de promotion sociale.



...Les structures agricoles n'ont guère changé depuis 100 ans.

l'emploi, mais les mutations prévues dans sa structure interne, on aboutit également à des résultats significatifs :

— Avant la guerre de 1939-1945, il existait :

- Cadres, 2 p. cent ;
- Emplois moyens, 18 p. cent ;
- Travailleurs manuels, 80 p. cent.

— Demain, il existera :

- Cadres, 25 p. cent ;
- Emplois moyens, 55 p. cent ;
- Travailleurs manuels, 20 p. cent.

AUTREMENT DIT, D'HIER A DEMAIN :

- les cadres devront passer de 2 p. cent à 25 p. cent du total de l'emploi ;
- les emplois moyens, du cinquième à la moitié ;
- les travailleurs manuels des quatre cinquièmes au cinquième seulement de l'emploi.

Voilà des chiffres qui illustrent parfaitement ce que devrait être, dans ses grandes lignes, la mission de la Promotion sociale.

## La promotion sociale... pour quoi faire ?

En gros, on pourrait donner à la promotion sociale une double mission, de manière à répondre, avec l'efficacité la meilleure, aux problèmes de l'emploi conditionnés, comme nous ve-

de-Calais, l'effectif de la seule population active mâle menacée inéluctablement de chômage par suppression d'emplois est supérieur à deux millions de travailleurs, on se rend compte de la dramatique importance que présente, rien que pour ces régions, le problème de la reconversion et de la promotion.

Il est incontestable que des changements d'une telle ampleur seront à l'origine des charges de recyclage indispensables que l'enseignement devra assumer pour faire face à une adaptation convenable du citoyen déjà rudement malmené, moralement et intellectuellement, par un changement d'activité.

« L'enseignement gratuit ne peut se limiter à la seule formation reçue en début de vie (ce bagage promis à une désuétude rapide) et laisser, d'une façon ou d'une autre, le coût de la reconversion à la charge des individus. Seule, une prise en charge par la collectivité du coût du recyclage peut assurer une équitable répartition du coût social de la désuétude ; qu'il s'agisse de la disparition du travail au fond dans les mines ou de la réduction de la population active agricole, c'est à ce prix que l'on pourra préserver l'homme des violences de l'élimination, des souffrances qu'entraîne l'innovation, et du divorce avec son environnement » (1).

(1) Perspectives pour 1985 (La Documentation Française).

## Des efforts permanents pour la bombe atomique, mais en regard une grande misère : la promotion sociale

Selon le rapport établi l'année dernière par le Comité consultatif d'étude des aides à la promotion sociale, institué par décision du Premier ministre, en date du 14 juin 1962, la promotion sociale est assurée, actuellement :

- soit par l'Etat : Education nationale, ministères de l'Industrie, du Travail, de l'Agriculture, établissements publics tels que Chambre des Métiers, etc. ;
- soit par des entreprises publiques ou privées à caractère industriel et commercial ;
- soit par des groupements professionnels ou des organisations syndicales.

Telle qu'elle est, les résultats obtenus prouvent que la promotion sociale présente de nombreuses et importantes lacunes, puisque aussi bien le rapport estime à 2 % seulement le pourcentage de la population active effectivement touchée par les mesures de promotion.

En fait, les cours de promotion sociale organisés et contrôlés par l'Education nationale intéressent le total extraordinaire de 300.000 élèves ! Un record, en quelque sorte, qui prend toute sa valeur (relative) en comparant ce chiffre à celui de la population active totale qu'on évalue actuellement à environ 19.600.000 personnes. C'est-à-dire que les efforts

budgétaires consentis par Giscard d'Estaing — sans doute avec beaucoup de regrets — concernent 1,5 % des travailleurs.

Les causes de cette situation peu satisfaisante sont de trois ordres :

- les unes tiennent aux travailleurs eux-mêmes, généralement très mal informés des possibilités de promotion existantes et souvent peu enclins à fournir l'effort personnel nécessaire au perfectionnement ;
- d'autres tiennent au comportement des chefs d'entreprise dont certains n'encouragent pas, autant qu'ils devraient le faire, l'effort de promotion de leurs salariés quand ils ne le contrarient pas délibérément ;
- les plus graves sont relatives aux institutions de promotion elles-mêmes, qui manquent de locaux, de professeurs et dont les cours ne sont pas toujours adaptés au but recherché.

Telles qu'elles, les insuffisances de la promotion sociale en France sont d'autant plus redoutables que des pays étrangers ont entrepris des efforts sérieux et qui devraient donner à réfléchir aux mystiques de la grandeur nationale. En Grande-Bretagne, les effectifs de la promotion sociale représentent 5 % des travailleurs ; en Allemagne, 15 % ; aux Etats-Unis, 16 %. Sans commentaires ! Ou plutôt si, de qui se moque-t-on ?

## Les « jeunes » anciens combattants de la guerre d'Algérie sont concernés (1)

Mais, dira-t-on, dans ce schéma général qui embrasse l'ensemble du problème promotionnel, quelle place particulière les jeunes anciens combattants de la guerre d'Algérie occupent-ils ? Occupent-ils seulement une place particulière ?

On peut affirmer que oui et que cette place est particulière en ce sens qu'elle est particulièrement défavorable.

Quelques chiffres pour situer le problème :

Voici, tout d'abord, les anciens d'Algérie dans les différentes branches

(1) Voir à ce sujet le livre de Daniel Blanc, « Après les armes, citoyens », éditions U.D.A.A., 41, bd Magenta, Paris-10<sup>e</sup>.



professionnelles; ils ont de 23 à 31 ans (compte non tenu des rappelés et des présents en Algérie depuis le cessez-le-feu).

*Une génération intermédiaire dans l'économie.*

Pêche .....	9.662
Agriculture .....	568.079
Industries extractives ....	66.748
Bâtiment, travaux publics	349.166
Ind. de transformation ..	705.222
Transports .....	155.355
Commerce, banques, assur.	360.320
Services .....	131.608
Services publics, armée ..	287.607
Soit .....	2.633.767

L'ensemble des jeunes Français ayant traversé la Méditerranée pour participer aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie est officiellement de près de 3 millions, soit 22 % de la population active mâle.

Sur ces bases, on peut estimer va-

blement que le nombre de jeunes Français anciens combattants d'Algérie s'élève, dans les branches économiques en régression (agriculture, industries extractives et textiles), à 630.000.

Les pertes d'effectifs prévues par le IV<sup>e</sup> Plan (échéance 1965) et par les services de M. Massé dans leurs perspectives pour 1985 sont effroyables. Qu'on en juge :

	1965	1985
Agriculture ....	440.000	1.397.000
Textiles .....	19.000	127.900
Ind. extractives...	47.000	116.900

Rien que dans les quatre régions menacées et qui sont déjà considérées comme critiques et vulnérables, 450.000 anciens combattants de la guerre d'Algérie seront les principales victimes de l'exode moral et des licenciements.

extractives et textiles, plus de 630.000 anciens d'Algérie.

Victimes de leur temps, victimes de leur milieu familial, ils sont encore victimes de leur branche professionnelle, ils se sont trouvés engagés.

L'exode rural, la fermeture des puits de mines et l'arrêt des métiers à tisser attendent fatalement ces 630.000 anciens d'Algérie.

— Injustice régionale : car plus de 450.000 anciens d'Algérie, de par leur installation dans les zones les plus

C'est le sort qui attend plus d'un million d'anciens d'Algérie.

En simplifiant, on peut dire :

— plus d'un million d'anciens d'Algérie, travailleurs manuels, seront chômeurs à moyen terme ;

— plus de 600.000 d'entre eux, agriculteurs, mineurs, travailleurs des textiles, le seront à court terme, sur lesquels plus de 450.000, habitant les quatre régions critiques, représentent des cas désespérés.

## Les quatre zones critiques pour les anciens d'Algérie

Zones		Population active mâle	Anciens d'Algérie
I BRETAGNE	Côtes-du-Nord .....	128.200	28.204
	Manche .....	117.500	25.850
	Mayenne .....	68.700	15.114
	Vendée .....	104.400	23.968
	Deux-Sèvres .....	87.300	19.906
			113.042
II MASSIF CENTRAL	Cantal .....	55.100	12.122
	Haute-Loire .....	47.500	10.450
	Lozère .....	23.000	5.060
	Aveyron .....	78.700	17.314
	Corrèze .....	67.700	14.894
		49.500	10.890
			70.730
III SUD-OUEST	Lot .....	41.000	9.020
	Gers .....	53.300	11.726
	Landes .....	75.300	16.566
	Lot-et-Garonne .....	81.000	17.820
	Tarn-et-Garonne .....	97.000	10.494
			65.626
IV NORD	Nord .....	592.600	130.372
	Pas-de-Calais .....	327.500	72.050
			202.422
		TOTAL ....	451.820

Or, ces jeunes qui constituent, dès à présent, de par leur âge, une génération intermédiaire à qui sa maturité et sa densité commencent à conférer un poids indiscutable dans les structures économiques et politiques du pays, souffrent effectivement



*L'enseignement gratuit ne peut se limiter à la seule formation reçue en début de vie.*

d'une quadruple injustice conjoncturelle, professionnelle, régionale et sociale.

— Injustice conjoncturelle : car la générations des djebels avait, dans sa presque totalité, moins de dix ans pendant la période des terribles privations, notamment alimentaires, qu'a constituée l'occupation allendane

de 1940 à 1944. La santé perdue à cet âge-là ne se rattrape pas toujours.

— Injustice professionnelle : car il y a dans l'agriculture et les industries

### Une suggestion pratique

Lors des prochaines élections municipales, il serait utile et souhaitable que le P.S.U. exige, chaque fois qu'il participera à une liste de candidats, la présence d'une jeune « ancien » d'Algérie, es qualités. Il ne s'agit pas d'attirer sur une telle liste un nombre de voix qui n'est pas négligeable (près de 10 % du corps électoral) mais de remplir un vide et de pallier une carence inadmissible.

Il faut qu'existe, enfin, à l'échelon local, c'est-à-dire à celui qui est le plus proche du citoyen concerné, un responsable politique dont la mission sera de représenter, à chaque instant, parfois quelques centaines, et bien souvent quelques milliers de jeunes dont personne ne revendique la charge.

Au stade de la commune on peut, déjà, envisager et préparer des solutions, modestes sans doute, qui auront cependant le privilège et le mérite d'éviter des révoltes bien compréhensibles. Défendre la vraie place de l'homme au sein de la société égoïste et sans mémoire, c'est faire œuvre politique.

critiques de l'économie française (les dix-huit départements cités), sont dès maintenant voués à la misère.

— Injustice sociale : car les deux tiers des anciens d'Algérie sont fils d'ouvriers et de paysans.

Or, huit enfants sur dix des ouvriers de l'industrie et neuf enfants sur dix des cultivateurs ne vont pas au-delà de l'école primaire.

C'est une inégalité de chance au départ, la plus scandaleuse de toutes et la plus catastrophique sur le plan national, dans le cadre du développement dynamique de notre civilisation industrielle qui fera demain irrémédiablement de tout homme sous-instruit un chômeur ou, au mieux, un manœuvre.

Or, pour que la reconversion de l'activité de ces hommes ne soit pas un drame, il aurait fallu (1) :

— qu'ils soient, en permanence, avertis du caractère normal de cette mutation et préparés à l'éventualité de ce changement de métier (enseignement civique et économique) ;

— que la reconversion soit rendue possible par un niveau de culture générale convenable et un recyclage rapide, en temps opportun ;

— que l'individu soit correctement pris en charge pendant la durée de la reconversion.

(1) Réflexions pour 1985 (La Documentation Française).

## | Des laissés pour compte

Mais, diront les spécialistes des problèmes de promotion, si ces cas sont véritablement désespérés, en quoi le sont-ils plus, s'agissant d'anciens combattants d'Algérie, qu'ils ne le sont pour l'ensemble des travailleurs français ? Après tout, tout insuffisantes qu'elles soient, les institutions existantes de promotion sociale leur sont ouvertes au même titre qu'à n'importe qui et quiconque veut se donner la peine de travailler est à même d'obtenir les résultats que son talent mérite, qu'il ait ou non combattu en Algérie.

Le raisonnement n'est logique qu'en apparence, car il méconnaît cet aspect fondamental du problème, qui fait que les anciens d'Algérie représentent la dernière génération à n'avoir acquis qu'une instruction réduite. Sous-instruits par rapport aux jeunes qui leur succèdent, ces anciens d'Algérie sont automatiquement handicapés dans la course à la promotion. Voilà le résultat des nombreux mois consacrés, par-delà la Méditerranée, à des « opérations de police ». Quand on a



besoin d'agents du maintien de l'ordre, qu'importe la formation des hommes, on n'a que faire du niveau intellectuel et culturel; ce qu'il faut, ce sont des grimpeurs de djébels, des nettoyeurs de mechtas, voire des commandos pour un 13 mai. Pouah! une honte!

Qui plus est, trop jeunes pour avoir pu bénéficier dans leur temps d'une instruction obligatoire jusqu'à seize ans, ils sont également trop vieux, dans l'ensemble, pour profiter de certaines mesures prises, après la fin de la guerre d'Algérie, en faveur des jeunes, en général, et des jeunes du contingent, en particulier: officiers conseils, loi du 29 décembre 1961 (2).

De sorte que la véritable — et peu reluisante — originalité que présente la génération des djébels au regard de la promotion du travail est d'être, en définitive, une génération de laissés pour compte.

La seule possibilité de promotion vraiment efficace, parce qu'adaptée aux besoins, qui s'offre actuellement à ces jeunes gens est l'accès aux Centres de formation professionnelle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Ces centres qui fonctionnent à Bordeaux, Limoges, Lyon, Metz, Muret, Oissel, Rennes, Roubaix, Saint-Maurice et Ribécourt ont offert cette année, trois cent quatre-vingts places à des anciens combattants d'Algérie pour la rentrée de septembre 1964. Mais que représentent trois cent quatre-vingts places au regard du million de ces jeunes voués, à plus ou moins long terme, au chômage?

D'autant qu'on peut espérer que, sous la pression des exigences d'une compétition économique internatio-

nale de plus en plus vive, l'enseignement des adultes sera beaucoup plus général et plus souple qu'il n'est à l'heure actuelle.

C'est, du moins, ce que pensent les joyeux optimistes technocrates qui ont travaillé au rapport Massé. On peut, quand même, se demander si les jeunes anciens combattants de la guerre d'Algérie ne seront plus, en



Les « teenagers », chez qui on consomme du « copain », ne seront pas les adversaires acharnés du capitalisme...

l'an de grâce de l'opulence 1985, complètement dépassés par leurs cadets des générations suivantes.

Le drame de cette génération intermédiaire est que, condamnée, dans la proportion d'un tiers, à la médiocrité et à la misère, elle n'a pas, actuellement, conscience du sort qui la guette. Le chômage systématique pour insuffisance d'instruction est une notion qui échappe à l'immense majorité de ce million de jeunes anciens combattants. Ignorants qu'ils sont de cette dure échéance, ils ne peuvent que passivement la subir.

Seule, une politique cohérente, animée par un ministère de la Promotion sociale utilisant tous les moyens d'expression et de diffusion écrits, parlés, visuels serait de nature à les décider d'échapper volontairement à leur sort.

Mais les Pouvoirs publics, conscients de la gravité du problème et conscients aussi de la médiocrité des moyens existants pour assurer la promotion sociale, sont-ils seulement disposés à faire — voire seulement à laisser — maître des appétits qu'ils savent pertinemment n'être pas en mesure de satisfaire?

Ou bien estime-t-on préférable d'attendre encore une dizaine d'années que ces garçons, pris à la gorge à un âge où il ne leur sera plus possible de se reconvertir, donnent, tête baissée, dans toutes les aventures politiques qui se présenteront à eux et constituent le fer de lance d'un poujadisme ouvrier et paysan qui sera infiniment plus redoutable que le poujadisme classique des petits boutiquiers? Se livrer à un tel calcul serait dangereux avec des hommes à qui, pour les besoins de la cause, on a enseigné, à un certain moment de leur existence, les principes de la guerre révolutionnaire et qui savent, par expérience, ce que la force peut obtenir lorsque la raison reste sourde aux plus légitimes revendications.

Une chose apparaît de plus en plus clairement à l'analyse, c'est que la décision politique dans notre monde moderne appartient de plus en plus aux détenteurs des secrets de la technique, à des techniciens qui s'érigent, suivant en cela un penchant tout naturel, en technocrates. Or, la technocratie favorise, mieux, elle conditionne, dans nos pays de haute évolution industrielle, l'instauration des

régimes autoritaires. C'est pourquoi on peut dire que, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la seule alternative valable de la technocratie sera la démocratie. Pas seulement la démocratie classique, formelle, faite du traditionnel respect d'un certain nombre de principes comme les libertés individuelles ou locales, mais la démocratie enrichie de toutes les notions techniques qu'il est et qu'il sera de plus en plus nécessaire à chaque citoyen de posséder pour être un homme vraiment libre dans une société libre.

Comme l'a justement dit A. Sauvy: « Pour être libre aujourd'hui, il faut être informé. »

(2) Les officiers conseils sont des officiers qui, dans leur corps de troupes, donnent des indications d'orientation professionnelle aux recrues qui finissent leur temps.

La loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accorde aux salariés de moins de vingt-cinq ans la faculté d'obtenir un congé annuel de six jours ouvrables pour participer aux activités des organisations de jeunes et d'éducation populaire.



La promotion « horizontale de l'emploi » doit permettre au travailleur de passer d'une branche d'activité en régression à une branche en expansion.

Si vous connaissez des jeunes camarades « Anciens Combattants de la guerre d'Algérie »,

— qui seront satisfaits d'être informés sur un sujet qu'ils se doivent de connaître,

— qui apprécieront qu'un parti politique se penche sur leur avenir,

soyez assez aimables de nous communiquer leurs noms et adresses.

Dès réception de votre envoi, T.S. leur fera parvenir immédiatement ce numéro spécial.

## A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

**Edouard DEPREUX,**  
Secrétaire national du P.S.U.

**Jean ARTHUYS,**  
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup> - C.C.P. Paris 14020-44, la somme de francs : .....

NOM : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

Signature :

## VIENT DE PARAITRE

### ESSAIS

THOMAS MUNZER, Ernest Bloc (traduit de l'allemand). — La vie et l'œuvre d'une des grandes figures de l'histoire politique allemande, adversaire redoutable de Luther. — Ed. Julliard.

UN JEUNE HOMME EXCENTRIQUE, Daniel Guérin. — Essai autobiographique, où l'auteur s'est mis à nu avec une audace peu commune. — Ed. Julliard.

### DOCUMENT

LE CONSEIL MUNICIPAL, LE MAIRE, LES ADJOINTS, par Jean Fonteneau. — Un guide particulièrement utile à tous ceux qui se préoccupent de la vie de leur cité. — Les Editions Ouvrières.

### POESIE

CHARLES TRENET, Michel Perez. — Une présentation et un choix de chansons de celui qui, selon Max Jacob, « a donné la vie à la poésie par sa voix ». — Ed. Pierre Seghers.

### ECONOMIE

INITIATION A LA THEORIE ECONOMISTE MARXISTE, Ernest Mandel. — Ce cours de formation, organisé par la Fédération de Paris du P.S.U. en 1963, est divisé en trois parties: la théorie de la valeur et de la plus-value, le capital et le capitalisme, le néo-capitalisme. Il doit être lu attentivement, notamment les chapitres de la troisième partie, qui concernent la forme actuelle des récessions économiques, la programmation et la formation du profit. Les lecteurs verront que les instruments d'analyse marxiste, bien qu'ils doivent être aujourd'hui révisés et modifiés, restent indispensables. — Les Cahiers du Centre d'Etudes sociales, n° 39-41.

L'ENTREPRISE SOCIALISTE EN YUGOSLAVIE, Georges Lasserre. — L'étude de G. Lasserre, professeur à la Faculté de droit de Paris, résume, avec beaucoup de clarté, le mécanisme économique qui régit les entreprises industrielles et agricoles yougoslaves. Elle examine successivement: la planification et le marché, l'autonomie de l'entreprise (bénéfices et salaires), la gestion ouvrière, les résultats obtenus dans l'industrie et l'agriculture et le secteur de la gestion sociale. C'est une initiative beaucoup plus intéressante pour nos propres problèmes que les pro-

jets de « réforme de l'entreprise » prônés par M. Bloch-Lainé.

Les lecteurs qui voudront se référer à une étude plus approfondie après enquête directe, devront lire l'ouvrage d'Albert Meister, « Socialisme et autogestion: l'expérience yougoslave » (Editions du Seuil), qui apporte une documentation très riche et très complète sur ce problème. — Ed. de Minuit, 129 pages.

LES SCHEMAS DE REPRODUCTION ET LA METHODOLOGIE DE LA PLANNIFICATION SOCIALISTE, Mohamed Dowidar, avec une introduction de C. Bettelheim. — Des schémas élaborés par Quesnay et Marx aux derniers apports des mathématiques dans les analyses économiques. — Editions Tiers Monde, Alger.

LE SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU YEMEN (Perspective de la révolution yéménite), Mohamed Said El Attar. — Une monographie historique, économique et sociale du pays solidement documentée. — Editions Tiers Monde, Alger.

## Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM .....  
Adresse .....

### Désire s'abonner

Pour une durée de  
(Rayer les mentions inutiles.)  
Soutien: à partir de .... 70 F  
1 an ..... 35 F  
6 mois ..... 18 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. PARIS 5826-65



ALGER

Nouvelle stratégie pour la révolution congolaise

A Alger où il a reçu l'accueil officiel des plus hautes autorités de ce pays, M. Gbenye, chef du gouvernement révolutionnaire du Congo-Léopoldville a rejeté le plan Adoula. Il s'agit d'un acte politique minutieusement élaboré. Avant de donner sa conférence de presse algéroise, M. Gbenye était l'hôte très entouré du gouvernement du Caire et avait visité un certain nombre de capitales africaines. Il semble à présent assuré du soutien de tous les Etats progressistes d'Afrique.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le gouvernement révolutionnaire congolais a défini pour la première fois clairement sa politique en prononçant ce non. Notons qu'il ne s'agit pas d'un refus de négocier avec M. Adoula. Les déclarations de M. Gbenye ne rectifient pas les déclarations de son

qui ont contribué à donner au Congo une situation à peu près analogue à celle que connaissent les républiques d'Amérique latine. La réussite d'une telle opération était liée en effet à la disparition de Patrice Lumumba.

Les profiteurs

Il serait faux de croire que l'indépendance n'a rien apporté à l'ensemble des Congolais. Sur les 12 millions d'habitants que compte le Congo, environ un demi-million ont réussi à prendre les places laissées libres par les Belges. Ils se sont partagé la fonction publique, l'export-import, le commerce de licences d'importation et autres de détail. Ils vivent et s'enrichissent de compromissions, de trafics, de rapines, au détriment de 11 millions et demi d'individus de plus en plus affamés et de plus en plus révoltés. Leur maintien au pouvoir n'est dû qu'au soutien du grand capital américain et belge dont ils garantissent la présence au Congo.

Cette situation n'a pas toujours existé. Quand Patrice Lumumba vint au pouvoir, celui-ci n'avait pas une conscience très précise des problèmes économiques — et ce fut là sa faiblesse — mais il sentait confusément qu'il n'assurerait pas l'indépendance de son pays s'il ne disait pas clairement et fermement aux grands intérêts étrangers quelles étaient leurs limites. Il signa de la sorte son arrêt de mort. Les profiteurs et aspirants profiteurs congolais comprirent que la réalisation d'une telle politique ne leur permettrait pas d'atteindre leurs objectifs. La mort de Lumumba donna lieu à un phénomène particulièrement symptomatique : les privilégiés congolais se trouvaient divisés par la sécession katangaise. La haute chefferie coutumière : Tschombé, Kasavubu, Kalondji, Mobutu, parvint quand même à se concerter pour préparer l'assassinat du Premier ministre, et dans les années qui suivirent se réconcilia.

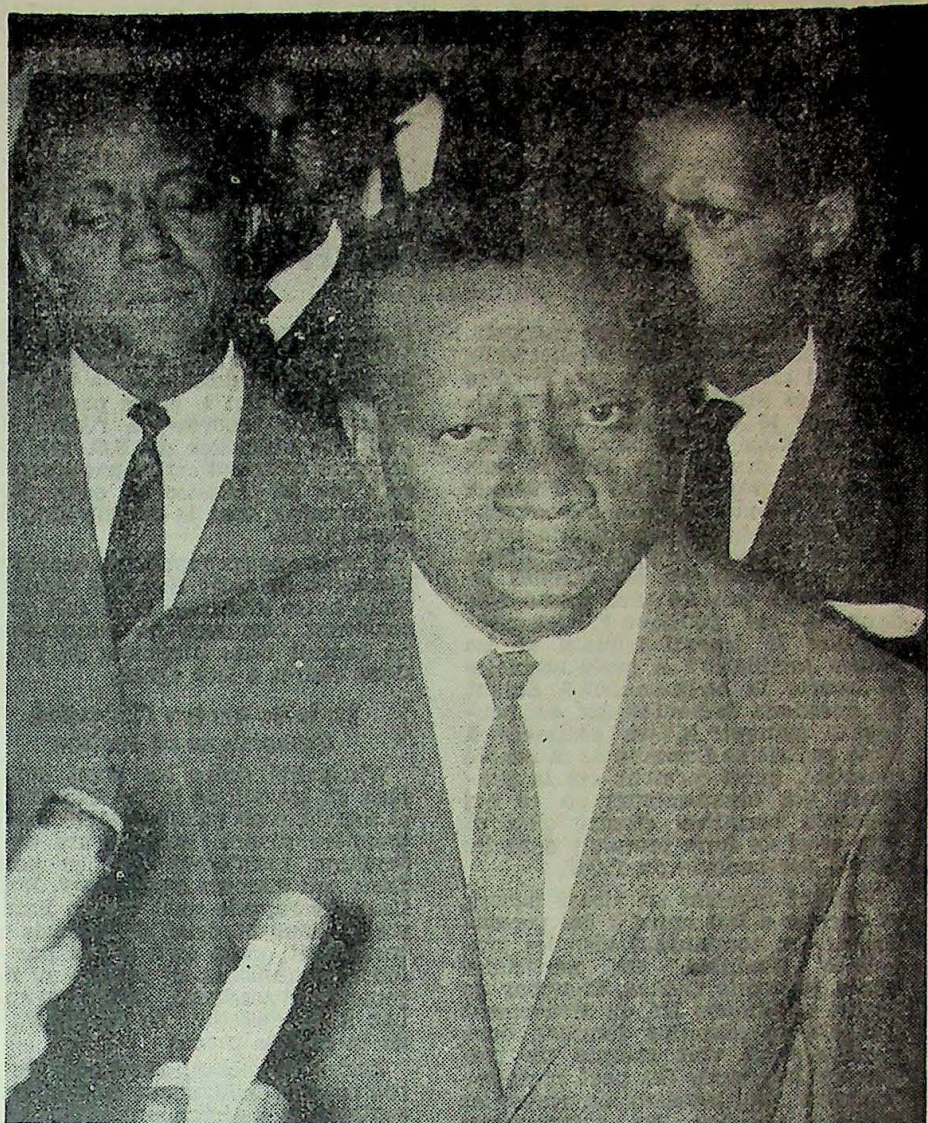
Comme en Amérique du Sud

Ce retour en arrière nous aide à comprendre toute l'importance de la politique définie à Alger par le chef du gouvernement révolutionnaire du Congo. La crise congolaise ne saurait se résoudre par un simple coup d'Etat, mais par la mise à l'écart des tenants d'un système politico-économique dont la disparition conditionne l'accès du Congo à une indépendance réelle. La lutte doit être menée avec d'autant plus de clarté qu'il existe une réelle conscience de classe au Congo dans le clan des profiteurs, tandis que la grande masse révoltée mais sous-prolétarisée demeure toujours accessible au tribalisme.

Dans tout cela, quel sera le rôle d'Adoula ? L'O.N.U. a favorisé en 1963 sa venue au pouvoir du fait de sa position centriste, à mi-chemin des révolutionnaires et de la chefferie coutumière. Sans doute ce centriste a-t-il jusqu'à présent incliné vers la droite. L'Afrique, cependant, a connu ces dernières années des retournements spectaculaires. Jomo Kenyatta en est le meilleur exemple. C'est pourquoi aujourd'hui M. Gbenye, tout en manifestant à Adoula une réserve très justifiée, ne coupe pas complètement les ponts avec lui. A son interlocuteur de dire de quel côté il se range.

Au Congo, la stratégie du Front de Libération semble dépassée. Ce pays en vient à un style de luttes révolutionnaires assez voisines de celles que connaît actuellement l'Amérique latine.

Jacques Vivien.



(Photo A.D.P.)

CYRILLE ADOULA. — L'allié ou l'adversaire de demain...

LE PLAN ADOULA

Le Plan africain pour le Congo, qui a pour auteur M. Adoula, a été énoncé par celui-ci le lundi 11 janvier. Il comprend quatre dispositions essentielles :

1°) M. Kasavubu, actuel Président de la République du Congo, formerait un gouvernement de transition comprenant toutes les tendances politiques congolaises (y compris la tendance révolutionnaire). Tschombé, seul, serait exclu de cette formation de réconciliation nationale ;

2°) Toutes les forces étrangères au Congo évacueraient le pays. Des bataillons de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) prendraient la relève pour assurer provisoirement l'ordre public ;

3°) L'O.N.U. financerait un plan économique de redressement du Congo sous le contrôle de deux grandes puissances : la France et l'U.R.S.S. ;

4°) On rechercherait des éclaircissements sur la mort de Lumumba.

N.B. — La différence entre le plan Adoula et le plan Gbenye apparaît surtout dans l'ordre de priorité des tâches. M. Gbenye insiste sur l'enquête au sujet de l'assassinat de Lumumba. Ce choix modifierait profondément la situation. Dans de telles conditions, M. Kasavubu aurait, en effet, des chances de ne plus être Président de la République et de ne pas pouvoir former le gouvernement de réconciliation nationale.

compagnon Gaston Soumialot qui, le mardi 12 janvier, affirmait publiquement au Caire qu'une coopération avec l'ancien Premier ministre congolais n'était pas impossible. Les propos du chef révolutionnaire précisent que cette coopération n'est pas possible sur les bases du plan. Ils contiennent dans leur argumentation une entreprise de position dont l'importance ne doit pas échapper.

Un système et non un homme

M. Gbenye répond, en substance à M. Adoula : pas question de faire la paix en écartant simplement le plus impopulaire des hommes politiques congolais qui a nom Maurice Tschombé. Car Tschombé n'est que l'expression de toute la couche sociale responsable de l'actuelle crise congolaise.

Tel est le sens de ses propos quand Gbenye demande des sanctions contre les assassins de Lumumba et de ses camarades, Maurice Mpoko et Joseph Okito. Il ne s'agit pas de venger un mort quel que soit l'attachement que l'Afrique tout entière manifeste au souvenir de ce grand disparu. Il s'agit de chasser du pouvoir tous ceux

AFRO-ASIATIQUES

Divergences

La position de la Chine populaire en faveur d'une organisation mondiale révolutionnaire concurrente de l'O.N.U. risque de retarder encore l'ouverture de la conférence afro-asiatique. La conférence, qui devait avoir lieu le 20 mars à Staouéli dans la banlieue d'Alger, a été, pour l'instant, ajournée sine die. Le prétexte officiel de cette décision est que les travaux de construction de l'édifice devant abriter les assises afro-asiatiques ne seront pas terminés. Mais il apparaît, surtout, que de sérieuses divergences entre les Etats africains et certains Etats asiatiques restent à aplanir.

Réponse afro-normande

Il y a, en premier lieu, la réponse à la question : faut-il OUI ou NON inviter l'Union soviétique ? Soucieux de se tenir en marge de la querelle sino-soviétique, certains Africains avaient trouvé un moyen subtil pour répondre ni OUI ni NON en employant l'argument : ce n'est pas une question afro-asiatique, mais une question purement asiatique. Malheureusement depuis cette époque le dossier des questions « purement asiatiques » n'a cessé de grossir. Le retrait de l'O.N.U. décidé par l'Indonésie a suscité en Egypte des réactions significatives de la position africaine. Nasser a accepté de donner un discret appui à l'Indonésie dans son conflit avec la Malaisie en concentrant des troupes à la frontière d'Aden et en gênant de la sorte les

Britanniques dans leur envoi de renforts à leurs alliés malais. Mais, en même temps, le chef de la R.A.U. a tenu à manifester son désir de demeurer à l'O.N.U.

Depuis cette époque, les déclarations de la Chine populaire sur l'Organisation des Nations Unies n'ont fait qu'élargir le fossé qui sépare sur cette question les Etats africains, y compris les plus progressistes, de l'Asie révolutionnaire.

Une conférence afro-asiatique, dans de telles conditions, risquerait plus de souligner de profondes divergences que de mettre en lumière les points de solidarité, réels au demeurant, qui continuent à lier la plupart des Etats de ces deux continents.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20  
 Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguitche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39  
 Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris  
 Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
 6 mois ..... 18 F  
 1 an ..... 35 F  
 Soutien : à partir de .. 70 F  
 Changement d'adresse : 0.50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



# LA CONDITION DE LA FEMME AUJOURD'HUI

## A propos de la Semaine de la pensée marxiste

La Semaine de la pensée marxiste, principale manifestation intellectuelle du parti communiste, a abordé cette année des problèmes d'un grand intérêt sur le thème général : « Les femmes dans la nation ». Comment l'évolution des mœurs dans le sens d'une plus grande égalité de l'homme et de la femme peut-elle s'accommoder d'une inégalité persistante entre les deux sexes sur le plan économique et social ? Pourquoi les femmes ne jouent-elles pas un plus grand rôle dans la vie politique ? Comment concilier le travail féminin et les tâches familiales ? A quels obstacles se heurte le *birth-control* ? Autant de questions brûlantes qui ne pouvaient manquer d'être soulevées à cette quatrième Semaine de la pensée marxiste, quels qu'aient été la prudence des organisateurs en ce qui concerne certains d'entre elles et leur souci de faire prévaloir dans les débats l'orthodoxie du P.C.F.

Voulant montrer un visage ouvert, ce dernier a fait appel à des personnalités qui connaissent bien les problèmes féminins, en particulier Mmes Francine Dumas, Chombar de Lauwe et Simone Iff, du Mouvement français du planning familial, dont l'intervention vint rompre un certain conformisme. On peut regretter toutefois que, soucieux de rester les maîtres du jeu, les communistes n'aient pas fait appel à l'auteur du « Deuxième Sexe », Simone de Beauvoir n'ayant pas sur ce problème de la condition féminine les complaisances qu'elle a manifestées à l'égard du P.C. dans d'autres domaines. On peut regretter également l'absence de la doctoresse Weill-Hallé, apôtre du planning familial, ainsi que les socio-

logues Andrée Michel et Geneviève Texier, auteur d'une remarquable étude sur « La Condition de la Française d'aujourd'hui », étude parfois dépourvue de tendresse à l'égard des positions officielles du P.C. (1). Ces absences n'étaient certes pas compensées par la présence de deux pères dominicains, dont la contribution fut assez mince.

Il reste que les problèmes abordés à l'occasion de cette Semaine méritent toute notre attention et le fait qu'ils soulèvent beaucoup de controverses ne saurait nous dispenser de précisions claires à leur égard.

### La lutte contre l'inégalité économique et sociale

L'inégalité entre les sexes sur le plan du travail, de la vie économique et sociale, n'est pas discutable. Dès la première séance, les orateurs de la Semaine insistèrent sur ce point. Dans son discours d'ouverture, Roger Garaudy rappela qu'il y a en France six millions et demi de femmes qui travaillent, mais qu'il n'y a pas de femmes ministres, ni préfets, ni inspecteurs d'académie, qu'il n'y en a pas à la direction de l'O.R.T.F., ni de la grande presse.

André Barounet, secrétaire de la commission économique de la C.G.T., souligna la « déshumanisation » dont la femme au foyer tend à être victime jusqu'à devenir le simple reflet du monde qui l'entoure et s'étendit également sur les discriminations dont est victime la femme au travail. Selon les rapports de l'I.N.S.E.E., 30 % des ouvrières et 27,5 % des employées travaillant à plein temps gagnent moins de 400 F par mois ; 55,2 % des femmes cadres moyens ou supérieurs gagnent moins de 600 F. La disparité réelle entre les salaires féminins et masculins dépasse en moyenne 10 %.

De son côté, Madeleine Colin, secrétaire de la C.G.T., insista sur la faiblesse des équipements collectifs qui, en France, pénalise la femme qui travaille (par exemple, 481 crèches, soit une pour cent mille habitants).

Cependant, un développement de ces équipements, à l'instar de ce qui se passe dans les pays communistes et en Suède, ne suffirait sans doute pas à résoudre le problème. Mme Colin en est consciente, ce qui l'amène à préconiser d'autres mesures pour permettre de concilier les tâches professionnelles et familiales : horaires écourtés pour les mères qui travaillent, retraite anticipée à cinquante-cinq ans, congés spéciaux pour soigner un enfant.

La réduction du temps de travail pour les femmes fera l'objet d'un prochain colloque, à la suite d'un appel lancé par plusieurs personnalités, dont Mme Colin (2). Rappelons d'ailleurs à ce sujet que le V<sup>e</sup> Plan, à la différence du contre-plan du P.S.U., ne comporte aucune réduction générale de la durée du travail.

Un parti socialiste digne de ce nom ne peut être que favorable à l'égalité des sexes et à la promotion sociale de la femme. Mais il ne peut ignorer, au nom de principes abstraits, que cette promotion est bien mal réalisée dans la société actuelle où les travailleuses chargées de famille font des semaines de 80 heures. Pratiquement, seule la femme célibataire peut se sentir l'égal de l'homme. C'est ce qu'a souligné une participante de la Semaine de la pensée marxiste, Marie-José Chombar de Lauwe, qui a déclaré :

« Beaucoup de femmes, déjà, sont déçues par les difficultés de cette émancipation incomplète. A la limite, cette déception risque d'avoir un jour les mêmes conséquences qu'elle a déjà eues pour les Américaines qui — voir « La Femme mystifiée », de Betty Friedan (3) — ont préféré retourner au foyer. »

(1) La Condition de la Française d'aujourd'hui : 2 volumes publiés dans la collection « Femme », collection de livres de poche dirigée par Colette Audry et dans laquelle on trouve aussi La grand'peur d'aimer, de Lagroua Weill-Hallé (Editions Gonthier).  
(2) Voir « T. S. » du 23-1-65.  
(3) Collection « Femme ».

Et l'orateur de préconiser un certain nombre de mesures qui nous paraissent judicieuses pour contribuer dans la pratique à l'émancipation féminine : formation professionnelle plus sérieuse des jeunes filles ; préparation scientifique aux tâches ménagères (qui pourrait d'ailleurs être étendue dans une certaine mesure aux garçons) ; équipements socio-culturels en qualité et en quantité suffisantes (notamment des crèches de groupes d'immeubles) ; création d'équipes d'hommes et de femmes de ménage pour aider efficacement les ménagères ; « recyclage » des mères de famille qui souhaitent reprendre une activité professionnelle.

### Les femmes et la vie politique

Cependant, l'inégalité entre l'homme et la femme n'existe pas seulement sur le plan économique et social ; elle se manifeste également sur le plan politique. Mme Francine Dumas, membre de l'équipe nationale du mouvement Jeunes femmes, d'inspiration protestante, l'a montré clairement à la Semaine de la pensée marxiste. Elle a remarqué que nombre de femmes — victimes des préjugés dominants — préféreraient voter pour des candidats hommes et que les partis présentaient de moins en moins de femmes susceptibles d'être élues. Mme Dumas a parlé également de l'absence de soutien matériel et psychologique des femmes qui souhaiteraient se consacrer à des activités civiques et elle a parlé de « la politique qui divise » et qui contrarie le mythe d'une certaine bonne volonté universelle en même temps que celui de l'Etat protecteur et tout-puissant.

Notre camarade Andrée Viénot a souligné de son côté la difficulté de mener à bien la triple activité famille-métier-vie politique. Elle a dénoncé l'action d'une certaine presse qui tend à écarter les femmes de la vie publique en brandissant le spectre de la « perte de la féminité ». « Ménagère ou courtisane », disait Proudhon, que l'on s'efforce de réhabiliter actuellement.

Mais la vieille gauche — fût-elle marxiste — n'a-t-elle pas sa part de responsabilité dans le fait que les femmes donnent la victoire aux partis conservateurs ? Selon Mme Dumas, « les 6 % de femmes, dont le choix électoral est plus modéré que celui des hommes, ont permis, entre 1944 et 1952, aux démocraties chrétiennes de s'installer en Europe à la place du socialisme. Aujourd'hui encore, on entend beaucoup d'hommes de gauche dire que ce sont les femmes qui assurent le succès de de Gaulle. Cette affirmation est à coup sûr excessive, mais ce n'est pas par l'antiféminisme que la gauche triomphera. C'est au contraire en luttant plus énergiquement pour l'égalité des sexes et pour la satisfaction des aspirations féminines, notamment l'égalité juridique des époux et le développement du *birth control*.

### Pour l'égalité dans le couple

Tous les orateurs de la Semaine ont plaidé pour l'égalité de l'homme et de la femme au sein de la famille, soulignant l'évolution intervenue à ce sujet. Ce fut le cas du communiste Gilbert Mury, qui opposa à « la famille du type Napoléon » un type de foyer égalitaire fondé sur la participation égale de l'homme et de la femme aux décisions, sur le mariage sans contrat et sans dot et sur le travail de la femme « libérateur, même avec la double journée de fait ». Ce fut le cas du R.P. Jolif qui déclara : « L'homme n'est pas libre et humain si la femme n'est pas libre et humaine. » Ce n'était pas tout à fait le langage des pères de l'Eglise, à commencer par Thomas d'Aquin. Et certains purent s'appuyer sur la doctrine traditionnelle de l'Eglise pour reprendre plus ou moins à leur compte la théorie allemande des trois K (Küche, Kinder, Kirche) : la cuisine, les enfants, l'église, aujourd'hui combattue par le père dominicain. De son côté, le libre-penseur Robert Escarpit assura qu'un certain « racisme masculin » est en train de disparaître, mais qu'il faut encore renoncer à un certain « colonialisme des parents » à l'égard des enfants.

Toutefois, cette évolution des mœurs et cet accord de principe n'empêchent pas le maintien de l'inégalité juridique dans le mariage, inégalité dont a parlé Mme Monique Picard-Weyl, avocat à la Cour, en indiquant que le projet de régimes matrimoniaux déposé en 1950 vise à faire de la femme une simple « caution » du mari. Il est vrai que les tenants de la V<sup>e</sup> République tiennent à la « primauté de l'exécutif », même dans le mariage. Quoi qu'il en soit, le mari

a toujours, dans « l'intérêt de la famille », le droit de s'opposer à l'exercice par sa femme d'une profession ou d'une activité politique ou sociale. On a d'ailleurs pu dire qu'en l'état de la jurisprudence actuelle — venant sans doute du Code civil — « une femme lucide n'égale pas un mari fou ».

### Pour le planning familial

Bien que Mme Weill-Hallé n'eût pas été invitée à la Mutualité, les thèses du planning familial furent défendues par Mme Simone Iff, qui évoqua les déclarations faites en décembre 1964 par l'Eglise protestante sur la venue des enfants « fruit d'une décision commune du couple » et déclara : « Un couple peut aujourd'hui prévoir quand il aura un réfrigérateur, pas quand il aura un enfant. »

Une prise de position aussi nette ne pouvait manquer de soulever un débat animé.

Singulièrement plus timorées sont en effet les positions de l'Eglise catholique en la matière et aussi celles de cette Eglise marxiste qu'est le P.C. Le R.P. Gardey admit bien une certaine planification familiale, parlant de « maîtrise de soi » et évoquant les techniques de l'accouchement sans douleur (apparemment contraire à la malédiction biblique). Nous n'aurons pas le mauvais goût de demander au digne ecclésiastique ce qu'il faut penser de la méthode Ogino recommandée par l'Eglise...

Quant à Gilbert Mury, porte-parole de l'orthodoxie communiste, il reprocha aux défenseurs du planning familial de « déverser de l'eau au moulin du malthusianisme ».

Jeannette Thorez-Vermeersch devait d'ailleurs revenir le dernier jour sur la question. Elle rappela que les députés communistes avaient déposé un projet d'abrogation de la loi de 1920 qui interdit la propagande anti-conceptionnelle — ce qu'avaient fait également en 1956 les groupes socialiste et progressiste, dans le P.C. menait une vive campagne contre le *birth control*. Il semble que Jeannette Vermeersch n'admette ce dernier que pour les pays en voie de développement. Faut-il ranger parmi ceux-ci la Pologne où les communistes ont imposé le planning familial malgré l'hostilité de l'Eglise catholique ? Mme Vermeersch a parlé de la lutte « pour le droit à la maternité », alors qu'il faudrait ajouter à la maternité volontaire. Elle a invoqué la crise du logement comme une entrave au développement de la famille. Mais la célèbre enquête d'Indianapolis aux Etats-Unis a montré que « la fécondité est d'autant plus basse que la valeur locative du logement est plus élevée » (4).

Il ne sert à rien de dogmatiser à la manière stalinienne. Les femmes, y compris celles du peuple, sont favorables au contrôle des naissances. Comment ne pas évoquer à ce sujet le drame des 400.000 avortements annuels qui pourrait être évité ?

Terminons par une citation d'un philosophe marxiste absent à la Mutualité, Henri Lefebvre : « La dissociation longuement espérée et considérée comme impossible entre l'amour (la sexualité vécue humainement) et la reproduction (biologique) entre peu à peu dans la pratique. La maîtrise de l'homme sur les forces de la nature et de sa propre nature passe par cette séparation ; à travers elle seulement l'homme s'appropriera la nature et sa propre nature. »

Et à ceux qui aiment les bons auteurs, nous recommandons aussi la méditation de cette parole du camarade Lénine : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs, et, de même, l'émancipation des travailleuses doit être réalisée par les travailleuses elles-mêmes. »

Maurice Combes.

(4) Andrée Michel et Geneviève Texier : ouvrage cité.

pour quelques jours encore...  
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49<sup>f</sup>** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée  
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR  
L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'AME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris (7<sup>e</sup>)

Nom .....  
Adresse .....  
Profession .....

T.S.1

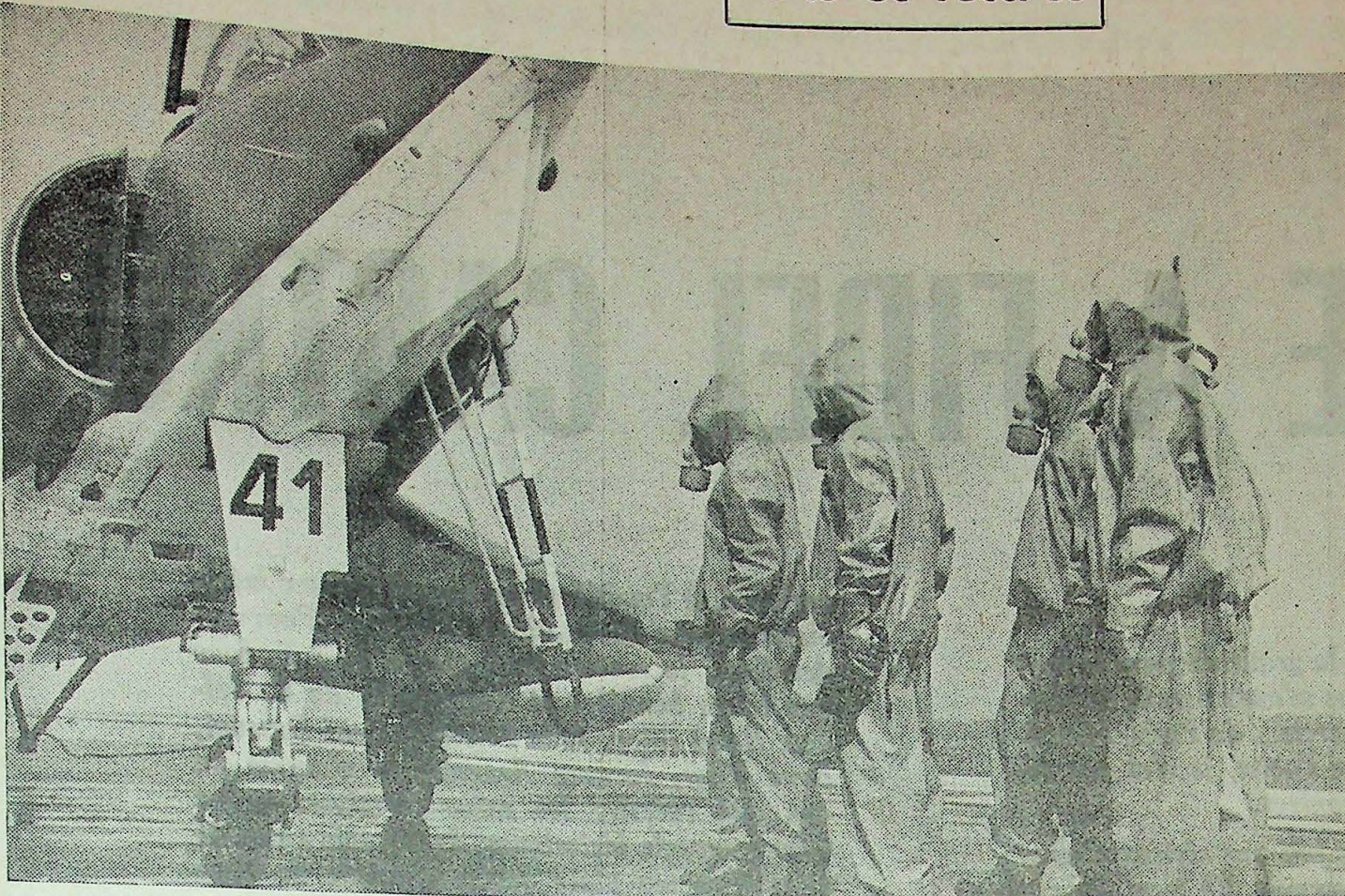
### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).



TÉLÉVISION



Le Ciel sur la tête : Le fantastique est quotidien...

Mercredi dernier, l'émission « Salut à l'aventure » nous a valu une très large bouffée d'air frais. Roger Louis, grand reporter à Cinq Colonnes à la Une, a tenté de démystifier le rôle du journaliste. Sans romantisme, et aussi avec lucidité, il a remis à sa véritable place le journaliste à la recherche de l'événement, devant le drame de la vie, face à l'aventure, que représentent soit les éléments déchainés, soit les hommes désarçonnés.

Roger Louis a recherché, partout, l'homme et sa dignité.

Les images qui accompagnèrent sa « Confession » étaient parfois difficilement supportables, particulièrement celles qui illustraient ses rencontres avec Patrice Lumumba. De plus, Roger Louis apporta un commentaire lucide et clairvoyant, et particulièrement courageux, sur l'homme qui — selon lui — pouvait seul résoudre la tragédie congolaise.

Le camp des Balubas soulignait l'horrible situation créée et maintenue par les maîtres du Katanga, au bénéfice de l'exploitation minière. Dommage que Roger Louis n'ait pas pu aller un peu plus avant dans son exposé, avec ses images. Mais il est honnête de souligner ce passage de sincérité, pas tellement fréquent à notre télévision.

Après avoir vu Patrice Lumumba, Kasavubu, le camp des Balubas, l'assassinat du leader congolais et l'actuelle odieuse des gendarmes katangais, on reste confondu du crédit que peuvent encore accorder les nations civilisées aux dirigeants actuels de l'ex-Congo belge.

Enfin, soulignons le parfait jésuitisme de la plupart de nos confrères qui rendaient compte de cette exceptionnelle soirée en évitant soigneusement de mentionner le contenu de « Salut à l'aventure », sinon pour en parler en termes tellement généraux et vagues que nul ne pouvait deviner qu'il s'agissait de l'un des épisodes les plus odieux dans la sanglante tragédie congolaise, conté par un véritable journaliste courageusement décidé à rompre avec le conformisme d'une société et les habitudes d'un métier où le journaliste tourne parfois le dos à la vérité des faits.

Bertrand Renaudot.

CINÉMA

« Le ciel sur la tête »

d'Yves Ciampi

Le fantastique, aujourd'hui, est devenu quotidien. C'est un lieu commun de le répéter, mais il est des évidences qu'on ne saurait oublier sans danger. Le Ciel sur la tête nous rappelle que la science-fiction n'est pas seulement merveilleuse dès lors qu'elle entre dans le domaine de la réalité. Derrière les machines électroniques et les radars, aux commandes des sous-marins atomiques et des avions porteurs de bombes nucléaires, il y a les hommes avec ce que cette situation implique de force ou de faiblesse de caractère ; de justesse d'appréciation ou d'erreur de jugement.

Ciampi nous enferme à bord du porte-avions Clemenceau au moment

où un satellite de nationalité incon nue fonce sur notre planète. Comment vont réagir ces hommes (soldats et chefs) à peine sortis de la guerre froide et intoxiqués par vingt ans de propagande antisoviétique ? Bien, dans l'ensemble ; mais la démonstration, conduite avec gravité, n'en reste pas moins peu rassurante. Ciampi ne veut pas désespérer de l'homme face aux robots et il n'y a pas à désespérer, en effet, tant que l'homme ne cède pas à la terreur panique ou à l'aveuglement politique. C'est la leçon de ce film d'une beauté plutôt froide, mais d'une scrupuleuse honnêteté.

Jean-Jacques Vernon.

« Jeune Cinéma »

La jeunesse est le temps des amours ardentes et passionnées. C'est ce que démontre, en matière de critique cinématographique, « Jeune Cinéma », la revue publiée depuis trois mois par la Fédération Jean Vigo des Ciné-Clubs (8, rue Lamarck, Paris-18<sup>e</sup>). Les témoignages, les entretiens, les analyses portent sur des œuvres et des auteurs négligés ou défigurés par la critique commerciale (cinémas polonais, tchèque, anglais, soviétique, américain... et français). « Jeune Cinéma » en est à son quatrième numéro. Espérons qu'il y en aura encore beaucoup d'autres.

« Le tueur de Boston »

de Burt Topper

Tout repose, ici, sur le physique inquiétant de Victor Buono. Cet obèse au visage poupin, que l'on avait déjà remarqué dans Baby Jane (de Robert Aldrich), ne saurait être à l'aise que dans l'outrance. Avec Le Tueur de Boston, il a trouvé un rôle à sa mesure : personnage complexé par des mensurations disgracieuses et la tendresse exclusive de sa mère, il étrangle les jolies filles (en déshabillé) moins par cruauté que par représailles. L'homme a un compte à régler avec la beauté féminine et tous les plaisirs de l'amour qui lui sont refusés. Il a trouvé dans le fétichisme un refuge qui, bien entendu, n'est qu'un piège. Burt Topper fait fonctionner ce piège avec une sûreté de main et un sens de la trouvaille qui feront le

bonheur des lecteurs de « Midi-Minuit fantastique ».

J.-J. V.

Au C.A.S.

« Le fascisme, c'est la guerre », réaffirme le Comité d'action du Spectacle en préface de son programme de février. Après « Chronique des pauvres amants » de Carlo Lizzani (2 février), le C.A.S. annonce « Lissy », une production de la R.D.A. signée Konrad Wolf, sur la conquête hitlérienne de l'Allemagne de 1930-1933 (le 9, à 20 h., au « Savoie », 179, boulevard Voltaire) et « Feux dans la plaine », de Kan Ichikawa (le 16, à 20 h., à l'Artistic, 45, rue Richard-Lenoir).

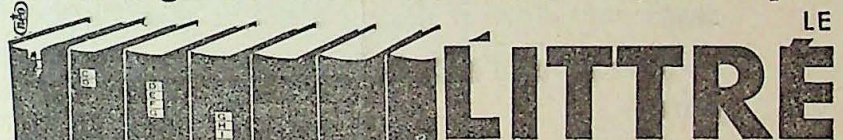
Signature de livres

Dans le cadre du « Mois du Livre antifasciste », organisé par le Comité Etudiant du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) et la « Librairie 73 », du 15 janvier au 15 février :

Emmanuel Robles, Malek Haddad, Albert-Paul Lentin, Léon Poliakov, Melvin Peebles signeront leurs livres, de 18 heures à 21 heures,

le VENDREDI 5 FEVRIER, à la « LIBRAIRIE 73 », 73, boulevard Saint-Michel, Paris (5<sup>e</sup>).

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

« Une extraordinaire réussite, ce Littré ».

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

« Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire ».

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

« Un cadeau royal et précieux ».

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française

« Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire ».

MARCEL JOUHANDEAU

« L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française ».

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

(Edition Gallimard Flachette)

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande et d'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII<sup>e</sup>)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine) Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

- comptant à réception des volumes : 406 Fr.
- en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
- en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....

Adresse..... Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 1

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 3 au 9 février

UNE FEMME MARIÉE



# LETTRE A FIDEL CASTRO

Compañero,

Je vous dois bien de la gratitude pour le magnifique voyage que vous m'avez permis de réaliser. Et je vous en remercie... de Paris, hélas ! puisque je dois en faire l'aveu, je n'ai pas eu l'honneur de vous rencontrer.

Il paraît que cela ne fait pas sérieux d'aller à Cuba et de ne pas vous voir. Eh bien, je bois toute honte. Je ne vous ai vu que de loin si je vous ai bien écouté, ce 2 janvier 1965.

Trois semaines à Cuba ! Et je n'avais pas à écrire de livre à mon retour, je n'avais pas de conseils à donner à vos ministres, je n'avais pas à épuiser la longue et traditionnelle liste des « personnalités » qu'il faut avoir rencontrées, je n'avais pas emporté de parfum à votre secrétaire et je n'ai donc pas eu à connaître les transes de ceux qui attendent votre venue, généralement au milieu de la nuit qui précède leur départ.

Non, je vous ai seulement fait savoir par déférence et par la voie la plus hiérarchique que la délégation française, invitée par votre gouvernement, souhaiterait vous saluer, et que personnellement je tiens à vous apporter les sentiments d'amitié des membres de mon Parti.

Vous aviez d'autres choses, plus urgentes, à faire.

Et vous en avez tant vu de ces Français, communistes, progressistes, écrivains, journalistes, économistes... que je crois comprendre votre saturation.

Ces jours-là, vous avez préféré connaître d'autres Français (trois gaullistes, un radical et un communiste), une étrange délégation, « officielle », celle-ci, sur laquelle je reviendrai plus longuement dans un prochain article.

Ainsi donc, dégagé de tout souci protocolaire, je vous avoue très sincèrement, Compañero, que j'ai passé trois semaines agréables et passionnantes en compagnie du peuple cubain.

Je connais certes plus d'Arnaldo, d'Hector, de Juan et de Manuel que d'Excellences.

J'ai vu plus de fonctionnaires anonymes, d'ouvriers, de militants de votre Parti et de boursiers que de directeurs et d'intellectuels en quête de création.

Vous pardonnerez donc au reportage que je rapporte de votre pays de devoir plus à la

curiosité, à l'amitié et au hasard qu'aux interviews et aux déclarations officielles. Pour ces dernières, je renvoie les lecteurs de « T. S. » aux livres honnêtes et documentés de C. Julien, Henri Alleg, Ania Francos, René Dumont, René Vilar, Jacques Arnault. Je n'aurais pu que mal réécrire les mêmes analyses et les mêmes rappels historiques. Je me suis contenté de vérifier sur place quelques points de leurs controverses. Ceci afin de permettre de parler à mon retour de la vie politique à Cuba, de l'économie planifiée, du commerce extérieur, du rôle du Parti communiste dans la Révolution, de l'éducation...

Et puis, j'ai eu la chance de rencontrer en ce 6<sup>e</sup> anniversaire de votre Révolution tant d'hommes qui luttent en Amérique latine ou en Asie pour l'indépendance de leur pays, tant de camarades qui en Afrique œuvrent chaque jour à la diffusion de nos idées que j'ai pu ainsi enrichir l'expérience que j'avais de ces pays et mieux saisir tout ce que le socialisme cubain peut représenter pour eux.

Merci donc à vous, Fidel Castro, à vos amis, à votre peuple.

Je vous envie de pouvoir construire le socialisme avec l'enthousiasme d'un peuple jeune, gai et travailleur.

Je vous estime d'avoir su ne pas trahir l'esprit de votre Révolution.

Je vous comprends de vouloir conserver toute son originalité et son indépendance à votre politique socialiste.

Je puis vous assurer de la compréhension et de la solidarité totale des socialistes dans votre mobilisation permanente contre l'impérialisme yankee.

Je vais essayer en plusieurs articles de traduire sur tous ces points l'impression ressentie par un socialiste français, avec l'espoir que la leçon de vos expériences puisse servir la cause commune qui est la nôtre : le bonheur des hommes.

Croyez, Compañero Fidel Castro, à mes salutations socialistes.

Harris PUISAIS.

.....  
semaine prochaine :

La vie quotidienne à Cuba